

Enbata

Mensual

MENSUEL
POLITIQUE BASQUE

Juin 2014

N° 2286

3,00 €

Après les
européennes



Kasu amalurrari

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Maintenir

● Jakes Abeberry

Sur fond de désastre des partis de gouvernement, l'un sanctionné pour incapacité à sortir de la crise, l'autre pour enlèvement dans les affaires judiciaires, le Front national est sorti première force politique française des élections européennes du 25 mai. Son enracinement se confirme tant il touche toutes les classes sociales, y compris la militance syndicale ouvrière, que l'ensemble des territoires. Le Pays Basque résiste encore un peu. Les abertzale de gauche ayant à nouveau refusé de s'impliquer dans ce scrutin, une large partie de son électorat s'est reportée sur la liste Euskadi European présentée par le PNV. Elle a presque doublé son score de 2009 passant, pour les Pyrénées-Atlantiques, de 4.275 voix à 7.411. L'essentiel de ces suffrages viennent du Pays Basque, soit près de 8% des exprimés. La concurrence ne manquait pourtant pas avec 25 listes en présence. Certes l'élection européenne, telle qu'elle est organisée dans l'Etat français, si elle est difficilement abordable pour les abertzale (circonscription électorale couvrant trois régions), reste cependant plus praticable que les régionales où il faut présenter des candidats et leurs suppléants dans les cinq départements d'Aquitaine. Or, c'est ce qui a été assumé par les abertzale de gauche il y a quatre ans, avec près de cent candidats basques hors-sol pourvoyant cinq listes départementales. Pour les européennes du 25 mai, une seule liste de dix candidats et autant de suppléants a suffi au bonheur du PNV pour couvrir la circonscription unique des trois régions. De même, pour le matériel électoral distribué au seul Iparralde. Coût financier sûrement moins démesuré que pour les régionales. A l'heure où la mouvance Euskal Herria Bai réfléchit à une structuration intégrée, après le succès de Bil Gaiten aux municipales de mars, on ne manquera pas de corriger le tir en s'interrogeant sur le vide politique des européennes abandonnées au PNV qui, en l'occurrence, a assumé l'option basque dans nos bureaux de vote. En Hegoalde les deux forces abertzale ont chacune fait élire un eurodéputé: le PNV assure la réélection d'Izaskun Bilbao et EH Bildu porte à Strasbourg le journaliste Josu Juaristi qu'Enbata a interviewé le mois dernier. Sur Euskadi (trois provinces), le PNV arrive en tête avec 27,45% et Bildu recueille 23,35%, alors que sur l'ensemble d'Hegoalde, Navarre comprise, c'est Bildu qui prend le dessus. Le PNV est en tête en Bizkaye, Bildu en Alava et Gipuzkoa.

A signaler la percée sur l'ensemble de la circonscription Ouest du Breton Christian Troadec, leader des Bonnets rouges, avec 11,54% dans le Finistère. Enfin, saluons le superbe score de 21,51% en Corse de notre ami François Alfonsi dont 26,20% à Bastia. Eurodéputé sortant, arrivé en tête dans 138 communes corses, conduisant une liste RPS face aux Verts, il ne retrouvera pas son siège. Les Basques perdent un militant exemplaire qui a fédéré au parlement européen une force de soutien aux peuples sans Etat.

A l'issue des élections municipales et à la mise en place des intercommunalités, le Conseil des élus a tenu le 19 mai une assemblée générale avec le nouveau personnel politique. Le sénateur Jean-Jacques Lasserre a été réélu, sans concurrence, à la présidence. Il est entouré d'un bureau de quatre personnes dont Martine Bisautia et Alain Iriart. Il apparaît que l'esprit ayant présidé à l'élaboration du projet de collectivité spécifique est maintenu, voire amplifié. A la veille de la mise en œuvre gouvernementale du big bang territorial, cela est de bonne augure car, comme nous le disions à cette place le mois dernier, tout est possible, y compris la prise en compte d'une institution propre pour peu que nous ayons la conviction que l'heure est venue. Chacun d'ailleurs psalmodie sur ce thème. Le préfet avance l'option d'une intégration intercommunale dans le cadre des limites historiques du Pays Basque. La députée socialiste Colette Capdevielle prenant acte de l'élargissement de la région Aquitaine et de la suppression du département des Pyrénées-Atlantiques, voit dans la proposition préfectorale une opportunité à saisir. Max Brisson, au nom de l'UMP, s'oppose à cette ingérence préfectorale. A vrai dire, pas besoin d'un big bang territorial pour créer, entre nous, une superstructure intercommunale d'Iparralde. La législation actuelle nous l'autorise depuis longtemps et cette option fut un temps celle de Jean-Jacques Lasserre avant qu'il ne se rallie à la collectivité spécifique. L'heure n'est plus à mettre en commun des compétences dont on dépouillerait nos intercommunalités, mais bien à créer une collectivité élue au suffrage universel direct ayant des compétences spécifiques venues pour partie du Conseil général défunt, du Conseil régional élargi et de l'Etat. Pour leur financement, la compétence générale, que l'on s'apprête à supprimer, n'est pas nécessaire car ce nouveau pouvoir local n'a besoin que de budgets spécifiques (ressources et dépenses) alimentés par l'impôt direct et la dotation de l'Etat. Si le Conseil des élus dans sa nouvelle configuration se place sur les bons rails, il doit cependant prendre garde à ne pas se laisser distraire de son objectif institutionnel. Sa chance est précisément dans le big bang qui, s'il se réalise, mettra à mal la traditionnelle uniformité républicaine par une adaptation souple aux exigences multiformes des territoires: ruralité, bassins de vie, identité, mégapole, transfrontalier... Dans cette nouvelle donne, il nous faut retrouver une expression ajustée à notre réalité, soutenue par le plus large consensus et portée avec vigueur auprès de tous les acteurs et décideurs politiques de l'Hexagone.

Elle fut des tout premiers instants de la naissance d'Enbata avec Xalbat son mari. Maire de son village, elle s'engagea sans réserve parmi les élus abertzale, ouvrit sa mairie à nos réunions, porta nos couleurs lors des élections régionales, s'impliqua dans le théâtre basque, incarna le renouveau économique d'Iparralde à la tête de son entreprise paysagère et à la fondation d'Herrikoa. Marie-André Arbelbide était des nôtres. Son sourire n'avait d'égal que sa générosité qui a, notamment, permis à ce journal de surmonter ses crises économiques. Sa serviabilité inspirait le respect. Notre engagement commun a profondément présidé sa vie. Sa présence nous a marqués à tout jamais.

Sommaire

hauteskundeak



● **Paradoxe européen**
Comment interpréter les résultats des dernières élections européennes ?
Par J-P Massias
Pages 4 et 5



● **Pas un séisme**
Par M. Berchocoinigoin
Page 6



● **Elections, élections**
Par Juliette Bergouignan
Page 7



Alda !
● **Bizi! 5 ans et toutes ses dents**
Les altermondialistes basques fêteront 5 ans de mobilisation non-violente pour la justice sociale et environnementale
Pages 10 et 11



Garapen Jasangarria
● **Crime contre l'humanité en cours**
Par Txetx Etxeverry
Page 12



Politika
● **Du droit de décider**
Par Peio Etxeverry-Ainchart
Page 13

Lurralde Kolektibitatea



● **Opportunité pour avancer**
Par Pantxo Bimboire
Page 8



● **Prefetaren beha egon gabe**
Par Jakes Bortayrou
Page 9



Politika
● **Zapaldua zapaltzaila?**
Par Andde Sainte-Marie
Page 14



Preso
● **14 juin pour les preso**
Par Xabi Larralde
Page 15



Korzika
● **Maîtrise du foncier les Corses innovent**
Par Ellande Duny-Pétre
Pages 16 et 17



Itxaropena

● Eneko Bidegain

Europako hauteskondeen emaitzak interpretatzea ariketa aski delikatu da, izan den abstentzio handia kontuan hartuta. Hala ere zenbait tendentzia interesgarri ageri dira. Ondorio azpimarragarriena da alderdi espainolisten gainbehera ikusgarria. PP eta PSOE alderdiek ez dute egin %15-16tik gorako emaitzarik (salbuespena PPK, Nafarroan, %25ekin). Hego Euskal Herrian, PPK eta PSOEk, batz bestea, %26,86ko emaitza baizik ez dute lortu (bakoitzak boz kopuru bertsua lorturik). EAJk eta EH Bildu-k, ordea, %43,68ko emaitza lortu dute. Datu horiek onak dira Espainiari loturik segitzea aldarrikatzen duten alderdiak

anitz ahuldu direlako eta abertzaleak indartzen ari direlako; ez dira hain onak, erakusten dutelako abertzaleen alde bozkatzeko dute-nak erdia baino gutxiago direla, nahiz eta erdi horretara hurbildu. Kontuan hart-

zako ahulezia da, independentzia eta erabakitze eskubidea aldarrikatzen diren uanean. Abertzaleek gehiengo osoa dute, aldiz, Bizkaian (%51,59) eta Gipuzkoan (%57,80). Bi herrialde horietan, PSOE %13,5eko emaitza baizik ez du lortu. PPrenak ere txarra goak dira, %10era mugatu baita Bizkaian, eta %7,9ira baizik ez baita heldu Gipuzkoan. Baina joera interesgarriak, biziki interesgarriak, datoz Arabatik eta Nafarroatik. Nafarroan, EH Bildu da bigarren indarra, bozen %20rekin. PSOE sekulako zigorra ukan du hautesleentzat, %14,5ean gelditu baita. Hain segur, UPNren gobernuaren kontrako zentsura moziorik ez aurkeztea eta gobernu horri zilegitasuna ematea ez diote barkatu. Etorkizunera begira, PSN gero eta ahulago eta isolatuago izan daitekeela pentsa daiteke. Abertzaleak gero eta indartsuago dira Nafarroan, eta heldu den urteko hauteskundeetan edo ondoko batean lor lezakete gehiengo, ezkerreko koalizioekin elkartuz. Araban, PPK gobernatzen duen

herrialdean, EH Bilduk ustekabea eman du: lehen indarra izan baita, bozen %19,49rekin. Eta PP ez da bigarren indarra izan ere, EAJk lortu baitu postu hori, bozen %17,10ekin. PPK %16ko emaitzarekin konformatu behar izan du. Abertzaleek bozen %36,59 lortu dute Araban; espainolstek bozen %31,18. Zerbait aldatzen ari da Araban, eta ez da puntuala, aitzineko hauteskundeetako joera berretsi baizik ez baitu egin horrek. Herrialdea abertzaletzen ari da, eta ezker abertzalea da horren fruituak biltzen dituen.

Gipuzkoan ere indartsu dago EH Bildu, bozen %31,24rekin lehen indarra baita; eta EAJk 5 puntu gutxiago lortu baititu. Ukalde aski

gogorra da jeltzaleentzat, herriko bozetarako urte bat baizik falta ez denean. Duela hiru urte ezker abertzaleak Gipuzkoako ia herri guztietan eta Gipuzkoako Foru Aldundian irabazi ondoan, EAJk oposizio gogorra egin du Bilduren kontra, eta zikinen sailkapenaren inguruko polemikak ezker abertzaleari kalte eginen ziola espero zuen. Europakoak ez dira herriko bozak, baina gipuzkoarrek konfiantza berretsi diote ezker abertzaleko koalizioari, eta hori ez da seinale ona EAJrentzat.

EAJ hegemonia politikoa galtzen ari dela eta gal lezakeela erakutsi dute hauteskunde horiek. Hego Euskal Herrian 6.000 boz gehiago lortu ditu EH Bildu-k, baina berdinketa teknikoaren heinean daude bi alderdiak. EAJk Bizkaian dauka indar handia. Baina ondoko urteetan lehia bizia izanen da bi familia politiko nagusi horien artean. Neurtu beharko dute ea herri honi komeni zaion bi indar horiek hegemonia lortzeko borrokan aritzea bata bestearen kontra, ala hobe duten adostasunetara heltzea.

EAJ hegemonia politikoa galtzen ari dela eta gal lezakeela erakutsi dute hauteskunde horiek. Hego Euskal Herrian 6.000 boz gehiago lortu ditu EH Bildu-k, baina berdinketa teknikoaren heinean daude bi alderdiak.



●●●
que
selon le
Sunday
Times, un
ancien haut
responsable
du football
qatari aurait
déboursé cinq

millions de dollars de pots-de-vin pour acheter le vote de dirigeants de la FIFA en faveur de l'organisation du Mondial 2022 au Qatar. Pas possible! du fric dans le foot?

●●● que le gouvernement Soudanais annonce la libération de Meriam Ibrahim, la chrétienne condamnée à être pendue pour apostasie, puis se récuse. Faut pas charria quand même!

●●● que la police italienne mette au jour une vaste escroquerie viticole en saisissant plus de 30.000 bouteilles de grands crus contrefaits – de la bibine étiquetée Chianti. Chianti va piano, va sano.

●●● que le pape François envisage une réflexion sur la possibilité d'ordonner prêtres des hommes mariés. Les prêtres actuels ne verront sans doute pas le changement de leur vivant, leurs enfants oui.

●●● que le cardinal Tarcisio Bertone, ex-secrétaire d'Etat de Benoît XVI, se fasse aménager un superbe appartement de 500 m² avec terrasse de 100 m², sept fois plus grand que celui du pape, au sommet du Palazzo San Carlo au Vatican. Plus près de toi mon Dieu...

●●● que Copé soit poussé à quitter la présidence de l'UMP pour les millions détournés au profit de la campagne électorale de Sarko. Sera-t-il le seul à écoper?

●●● et réjoui que l'accumulation de frasques et de scandales financiers ait contraint le roi Juan Carlos à l'abdication. Un nouveau roi sur le trône d'Espagne, beaucoup d'Espagnols s'en torchent.

●●● de l'épidémie de démission chez les responsables du PSOE suite à la dérouillée électorale aux européennes. Rubalcaba tragique à Madrid, un mort !

●●● de l'article publié dans la République par Georges Labazée demandant le rattachement des Pyrénées-Atlantiques à la région Midi-Pyrénées. Qu'il y aille avec ses Béarnais, nous on reste.



Paradoxe européen

Comment interpréter les résultats des dernières élections européennes ? Ayant traité des phénomènes transfrontaliers pour l'union européenne, Jean-Pierre Massias, universitaire, professeur de droit public, vivant en Iparralde, répond à cette interrogation.



● Jean-Pierre Massias

Il y a beaucoup d'interprétations et de commentaires possibles notamment face à la victoire en France du Front national, mais peut-être, le premier constat qui vient à l'esprit c'est celui du formidable décalage qui existe entre les véritables enjeux de ces élections et leur réalité sociale. Il s'agissait d'abord —et surtout— de désigner les députés qui vont siéger au parlement européen au sein des groupes politiques spécifiques à cette institution. Cette élection avait un enjeu d'autant plus important qu'au-delà du rapport de force notamment entre le PPE et le groupe "Socialistes et démocrates" c'est l'élection du président de la commission européenne qui était impactée. Or cette perspective n'a été prise en compte ni par les électeurs ni même par la majorité des commentateurs de ces résultats.

Le site de la fondation Schuman, concernant les résultats des dernières élections européennes donne une lecture atypique et passionnante de ces résultats. Selon cette institution, "Les forces de droite sont arrivées en tête des élections européennes qui se sont déroulées dans les 28 Etats membres de l'Union européenne entre le 22 et le 25 mai. Le Parti populaire (PPE) a recueilli 28,36% des suffrages et remporté 213 sièges, en recul cependant par rapport au précédent scrutin du 4-7 juin 2009 (-61 sièges). La baisse des chrétiens-démocrates ne profite pas aux Socialistes & démocrates (S&D) qui ont obtenu 25,17% des voix et 189 élus (-7). L'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) a pris la 3^{ème} place du scrutin

européen avec 8,52% des suffrages et a remporté 64 élus (-19). Les Verts/Alliance libre européenne ont obtenu 6,92% des voix et 52 élus (-5). Les Conservateurs et réformistes européens (CRE/ECR) obtiennent 6,13% des voix et 46 élus (-11) ; ils ont devancé la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), qui a obtenu 5,59% des suffrages et 42 sièges (+7). Europe libérés démocratie (ELD/EFD) a recueilli 5,06% des voix et 38 élus (+7). Enfin, les non-inscrits ont remporté 5,46% des voix et 41 élus (+8). Restent 66 nouveaux élus qui n'appartiennent à aucun groupe politique et qui, ensemble, ont obtenu 8,79% des suffrages".

Au-delà de son sérieux, que dire de cette analyse sinon qu'elle apparaît à la fois inhabituelle parmi les observateurs qui ont tenté de donner sens aux résultats du scrutin du 25 mai, mais aussi incompréhensible et illisible pour la plupart des citoyens électeurs qui y ont participé. C'est bien le paradoxe de ces élections et de leurs résultats. Ils s'inscrivent dans une contradiction fondamentale entre la réalité de ce scrutin et sa perception sociale. C'est vrai à Bruxelles, à Paris et même en Iparralde.

Pour faire simple, ceux qui ont participé à ces élections avaient des objectifs majoritairement déconnectés de la réalité du scrutin et ceux qui ont analysé les résultats n'ont fait que prolonger cette contradiction en donnant à ces élections une signification sans rapport avec la réalité institutionnelle qu'elles étaient sensées porter.

Grand décalage

Il y a beaucoup d'explications, mais peut être la plus significative reste le rapport très ambiguë dans lequel les Etats, pourtant officiellement partisans de l'intégration européenne, restent face à ces élections. L'Europe existe depuis 1957, le parlement est élu au suffrage universel depuis 1979 et les règles électorales restent désespérément nationales. Si l'on veut donner du sens à cette élection, il faut voter à l'échelle européenne et sur des listes européennes et non nationales. La démocratie à besoin de lisibilité et de simplicité.

Ce phénomène est encore accentué par le contexte français puisque depuis 2003 le vote ne porte plus sur des listes nationales mais constituées à l'échelle de circonscriptions totalement artificielles. Ce qui contribue à brouiller le message. Enfin, la succession des scrutins a également nuit à la participation électorale pour ces élections européennes. Les élections municipa-

les sont intervenues quelques semaines avant et ont considérablement mobilisé les partis politiques et les électeurs. Pourquoi ne pas avoir tenté de "coupler" ces deux scrutins comme ça a été le cas dans d'autres Etats membres ? Cela aurait certainement renforcé la participation des citoyens français au vote.

Cette ambiguïté —qui n'est évidemment pas la seule raison des résultats du vote de dimanche dernier— est toutefois caractéristique d'une contradiction encore plus fondamentale entre la logique propre des institutions européennes qui pousse (comme c'est le cas pour la gouvernance économique) vers toujours plus d'intégration et la résistance des Etats qui continuent de peser sur les processus décisionnels.

Comment s'étonner du succès des discours souverainistes en Europe quand les gouvernements entretiennent eux-mêmes cette dualité entre l'Union et les Etats ?

En France, la victoire est un phénomène

C'est bien le principal enseignement de ces élections et le plus alarmant aussi.

Il y a beaucoup de raisons qui peuvent expliquer la victoire du front national —qu'il ne faut pas mésestimer au nom de la faible participation électorale. Des raisons politiques d'abord. Tant la porosité idéologique que certaines formations politiques "républicaines" pratiquent avec le discours du front national (en matière de lutte contre l'immigration ou de défense des valeurs "traditionnelles" par exemple) que le non respect des engagements électoraux de la part du gouvernement et du président de la république (comment ne pas être frappé —et peiné— par le fait que le FN remporte la victoire dans tous les grands bastions ouvriers socialistes et communistes ?) ont été de très puissants catalyseurs du vote FN.

Mais l'Union européenne n'est pas exempte non plus de tout reproche et a également participé à cette montée en puissance. La rigueur économique imposée aux sociétés déjà touchées durement par la crise ou le non-respect des décisions souveraines adoptées par referendum pour finalement imposer un traité qui avait pourtant été clairement rejeté par les citoyens ont également beaucoup contribué à cette expression radicale.





“ Tant à Bruxelles, qu’à Paris ou en Iparralde le constat est le même, si l’on veut désormais sauver les prochaines élections des députés européens d’un nouveau fiasco, il faut en faire des élections véritablement européennes.

du Front national préoccupant

Le résultat des élections européennes est aussi un signal d’alarme pour la démocratie française et ses institutions. Le résultat est sans appel. Le Front national remporte l’élection dans 70 départements, il est aujourd’hui placé en tête des suffrages exprimés confirmant ainsi une progression continue. Et pourtant il n’est pratiquement pas représenté dans les institutions nationales et ne possède que deux députés.

Quel que soit le rejet que l’on peut avoir de cette formation, cette situation n’est pas acceptable et renvoie la République à ses contradictions. La proportionnelle s’impose désormais pour permettre au parlement de véritablement représenter les électeurs. Il est possible de concilier la nécessité d’une gouvernance rationnelle avec un parlement pluraliste (le mythe du retour à la IV^{ème} république est un leurre). La France est d’autant plus concernée que l’élection du président de la république (pour cinq ans désormais) est un puissant facteur d’unification et de concentration des pouvoirs. Un parlement plural doit être un contre-poids nécessaire. Ce n’est pas en brisant le thermomètre que l’on soigne la fièvre. L’idée que les règles électorales ne sont pas “justes” participe fortement à la mobilisation du FN et à son discours “anti-élites”.



L’Union européenne à 28 Etats.

Comment lire les résultats en Iparralde?

En Iparralde, le vote de dimanche est à la fois comparable et spécifique. Spécifique d’abord quant à ses résultats. Dans les trois provinces historiques ; le Front national (en dépit de progrès considérables) reste très largement en deçà de sa moyenne nationale et est devancé tant par l’UMP que très souvent par les listes centristes ou écologistes. Ces deux formations (notamment en Basse Navarre et en Soule) obtiennent grâce à leur encre local des résultats assez significativement supérieurs à la moyenne nationale. Enfin, le PNV obtient lui aussi des scores intéressants. Toutefois, il me semble que les mêmes problèmes de “démocratie” déjà évoqués affectent aussi le vote en Iparralde. Le vote abertzale —pourtant conforté par les élections municipales— n’a aucune véritable possibilité de s’y exprimer. Tant le choix des circonscriptions, que le refus d’une échelle électorale véritablement européenne conduisent le vote abertzale soit à une expression purement symbolique (dont l’impact disparaît au lendemain du scrutin) soit à se diluer dans d’autres listes au prix d’alliances électorales

parfois complexes. C’est ce qui, à mon sens explique —et globalement justifie— le choix d’Euskal Herria Bai de ne pas participer, en Iparralde, à ces élections. Dès lors que la reconduction de l’Alliance avec Europe écologie —les Verts avait été jugé inopportune par les membres d’EH Bai, leur implication électorale devenait —du fait des règles du jeu applicables— relativement inutile.

Dès lors, le soutien apporté, dans une démarche “transfrontalière” à la liste Herriek Erabaki, qui comportait en son sein en Hegoalde une représentante d’Iparralde prend tout son sens et laisse figurer ce que pourrait être une liste à l’échelle de l’ensemble des Etats membres qui à l’instar des autres formations (PPE et Socialistes) pourrait réunir des candidats catalans, basques écossais ou irlandais.

Au fond, tant à Bruxelles, qu’à Paris ou en Iparralde le constat est le même, si l’on veut désormais sauver les prochaines élections des députés européens d’un nouveau fiasco, il faut en faire des élections —véritablement— européennes.





Pas un séisme

La progression du vote en faveur du Front national d'élection en élection, plaçant ainsi la France dans la seule première place qu'elle occupe parmi les pays développés, suscite bien des analyses médiatiques sommaires. Raison de plus pour apprécier la lecture lucide et intransigeante qu'en fait Mixel Berhocoirigoin.



● Mixel Berhocoirigoin

Au soir des élections européennes, le mot séisme est revenu en long et en large, pour qualifier le score du front national. Un séisme est un événement soudain, imprévu, c'est-à-dire, tout le contraire du phénomène que nous venons de vivre avec le score historique de l'extrême droite. Je ne vais pas jouer au prévisionniste qui arrive à prévoir ce qui vient d'arriver. Simplement, en tant que citoyen engagé, j'ai un avis sur la question. Pour moi, c'est tout sauf un accident. Depuis longtemps, les conditions sont en train d'être réunies pour produire ce genre de comportement. Je vais, ici, m'attarder un peu sur la responsabilité des pouvoirs successifs surtout au niveau central. Ce n'est pas pour renvoyer la faute aux autres et dédouaner notre propre responsabilité en tant que citoyen. Je sais et je le dis chaque fois que l'occasion m'est donnée, que, autant les problèmes (quels qu'ils soient) que les solutions, sont du ressort de nos comportements individuels et des politiques publiques qui sont menées.

Coller à l'opinion

Mais, pour revenir à mon sujet du jour, et avant d'aborder la responsabilité des pouvoirs en place, je dirai qu'évidemment chacun d'entre nous a sa part de responsabilité. Chaque fois que, en tant qu'individu, nous simplifions à outrance les éléments d'un débat ou d'un problème (alors qu'ils sont toujours complexes), chaque fois que nous relativisons nos comportements quelques fois douteux en nous justifiant que ce n'est pas bien grave au regard de ce que d'autres se permettent de faire, chaque fois que nous usons du bouc émissaire facile, chaque fois que nous sommes témoins de propos populistes qui font le lit des idéologies réactionnaires, chaque fois, nous façonnons un peu plus ce terreau qui permet les conditions du développement de l'extrême droi-

te. Lorsque le terrain et le climat sont favorables à la plante vénéneuse, celle-ci pousse...

Mais, permettez-moi de venir à la responsabilité "des politiques", au plus haut niveau. Je suis très loin de connaître l'ensemble des tenants et aboutissants de tous les dossiers. J'ai juste la prétention de connaître un peu deux domaines, et donc d'avoir le droit d'exprimer un avis. Ces deux domaines sont la question basque et la question agricole. Je me dis : si tous les dossiers sont traités comme ces deux dossiers, pas étonnant que le Front National monte, en tirant sur sa trajectoire, avec plus ou moins de distance, la plupart des autres forces politiques, avec l'argument de coller à l'opinion.

Sur la question basque, malgré des années et des décennies de travail, de pédagogie, de lutte démocratique et non violente, aucun pouvoir, quelle que soit sa couleur politique, n'a répondu de façon structurelle à la question institutionnelle ou à la co-officialisation de l'euskara. Un pouvoir qui n'écoute pas et qui n'entend pas, génère du mépris à son égard ("tous pourris, tous pareils"), et discrédite les forces sociales de terrain ("ça sert à rien de bouger"). Voilà des ingrédients essentiels que le Front national adore. Ne l'oublions pas : le Front national fait son miel à partir des problèmes des gens et des fautes commises par les pouvoirs en place. Si l'attitude de mépris des pouvoirs en place à l'égard de la question basque ne profite pas, autant qu'ailleurs, au Front national, c'est parce que le mouvement est animé par des forces progressistes qui sont intransigeantes sur le caractère non ethnique et non xénophobe de leur combat (n'en déplaise à ceux qui aimeraient jeter le bébé avec l'eau du bain.)

Seuil d'exclusion

Sur la question agricole, le hasard a voulu que le ministre annonce, le surlendemain des élections, les derniers arbitrages sur la réforme de la PAC. On y trouve, entre autres, l'arbitrage sur les aides à la vache à viande : un dossier emblématique où l'enjeu était de savoir si les petits éleveurs allaient être exclus ou pas. La confédération paysanne en général, et ELB tout particulièrement, s'étaient fortement mobilisées. Mais, ce que l'on craignait est arrivé : les éleveurs de moins de dix vaches n'auront pas d'aide ! Le socialiste Le Foll met un seuil d'exclusion à 10 vaches. L'UMP Barnier, lors de la dernière réforme, il y a six ans mettait le seuil à 3 vaches... Chercher l'erreur ! Que le pouvoir ne veuille pas d'une discrimination positive en faveur des petits paysans, est une chose (ce serait pourtant tout à fait légitime au nom de tou-

“ Si l'attitude de mépris des pouvoirs en place à l'égard de la question basque ne profite pas, autant qu'ailleurs, au front national, c'est parce que le mouvement est animé par des forces progressistes qui sont intransigeantes sur le caractère non ethnique et non xénophobe de leur combat

tes les valeurs ajoutées qu'ils apportent à la société : emploi, qualité, paysage, biodiversité...), mais, autre chose est de tirer sur eux, pour les éliminer : la décision sur les 10 vaches revient à ça, et ce n'est qu'un exemple tout comme celui d'une mesure spéciale "petites fermes" que la réforme de la PAC propose aux Etats qui le souhaitent de mettre en place, et que la France a refusée ! Dans le même temps, il faut se battre et entrer dans l'illégalité, pour que la ferme-usine de 1.000 vaches laitières ne voie pas le jour. Tout ceci, parce qu'il y a une obsession absurde, imbécile, aveugle sur une notion archaïque de la compétitivité, véritable fourre tout où on met toutes les politiques qui tuent l'emploi et les territoires. Les conséquences sont dramatiques, et elles alimentent abondamment le Front national C'est gravissime, mais on a à faire à des gens qui ont un vrai problème de logiciel dans leur tête !

Puis, un lundi matin, tous ces gens-là vont se réveiller avec la gueule de bois, parce qu'ils ne comprennent pas ce qui vient d'arriver avec une Le Pen à 25%...



Ez adiorik Txato

Aitor Renteria Txato kazetaria, Iparaldean errefuxiatua azken hiru hamarkadetan, 51 urteko euskal-



Elections, élections

Dans son précédent article sur les municipales, Juliette Bergouignan évoquait l'enthousiasme et les débats à forte participation dans les communes de plus de 1000 habitants, qui s'initiaient au scrutin de liste. Nombre d'abertzale ont ainsi franchi le pas et sont entrés dans les mairies. Elle insiste ici sur l'importance de l'investissement dans les intercommunalités.

Le travail mené avec Bil Gaiten a porté ses fruits, les fondamentaux abertzale ayant marqué les discussions préalables à toute alliance. Mais attention, être élu n'est pas une fin en soi. Si, en ces temps de méfiance et de discrédit de la classe politique, les abertzale, ont connu une avancée, c'est qu'ils sont crédibles, dignes de confiance et qu'on leur reconnaît des compétences.

Maintenant, les lampions se sont éteints, la fête est finie, place à la gestion quotidienne, succession de réunions, de représentations, de prises de décisions pour les élus... C'est justement parce que les abertzale se sont engagés à gérer autrement les affaires, loin des logiques partisanes et politiques des grands partis nationaux qu'on leur a fait confiance.

Le travail collectif entamé avant la campagne doit se poursuivre tout au long du mandat. Cela suppose que les élus des communes composant la même communauté de communes se retrouvent pour avoir une vision commune de leur territoire et identifier des priorités sur lesquelles, ils parleront d'une seule voix, sans pour

autant négliger l'intérêt de leur commune.

Débat et organisation préalables

L'importance prise par les communautés de communes requiert une organisation et un débat entre abertzale, préalables aux grands choix. La règle des quatre C devrait guider tout élu abertzale :

- cohérence : pour éviter toute cacophonie dans les votes des délégués abertzale dans leur EPCI, il est indispensable de travailler en amont sur les points à l'ordre du jour et d'en débattre y compris parfois en élargissant le débat aux abertzale non élus du secteur.

- confiance : les élus abertzale des différentes communes ne se connaissant pas très bien, il est indispensable de se retrouver pour créer un climat de confiance permettant d'avancer ensemble. Rien ne serait pire que la suspicion découlant d'un manque de communication entre eux.

- compétence : les nouveaux élus doivent pouvoir s'appuyer sur l'expérience des anciens, mais ces derniers doivent aussi être à l'écoute des nouveaux entrants, désireux de comprendre les enjeux. Des for-

“ Les nouveaux élus doivent pouvoir s'appuyer sur l'expérience des anciens, mais ces derniers doivent aussi être à l'écoute des nouveaux entrants, désireux de comprendre les enjeux.



● Juliette Bergouignan

mations sont nécessaires pour maîtriser les dossiers, prendre une part active aux débats, mais également pour apporter des idées nouvelles.

- crédibilité : plus encore que pour d'autres élus, on attend de voir si les abertzale sont capables d'apporter une dynamique nouvelle dans les communes et communautés de communes.

Indispensable innovation

Le succès des abertzale passera par leur capacité à innover. Innover sur le fond en prenant en compte le réchauffement climatique avec affirmation nette de priorités écologiques en matière de transport, d'économie énergétique, sociales en revitalisant les centres bourg avec réhabilitation de vieilles maisons en logements à bas loyers, favorisant la mixité générationnelle et sociale, en favorisant le dynamisme économique avec soutien à la production locale et, bien sûr, en accordant toute leur place à l'euskara et à la culture.

Innover également sur la forme : les élus abertzale doivent démontrer leur capacité à faire participer, à rendre compte des actions municipales ou communautaires, à communiquer quartier par quartier pour identifier les besoins. On ne leur pardonnera pas des erreurs de gestion, des accroissements d'impôts locaux ou d'indemnité d'élus en ces temps de crise et de difficultés financières des ménages.

En conclusion, pratiquer la transparence, changer les méthodes de travail, se former, débattre et affirmer une vision partagée de ce pays, telle est la tâche à laquelle doivent s'atteler les élus abertzale. Ce travail suppose une organisation souple et efficace respectant les fondamentaux définis au sein de Bil Gaiten.

zalea eta Berria-ren Baionako erredakzio burua, joan den larunbatean bihotzekoak jota hil da. Txato euskararen langile sut-suaren heriotza Ipar Euskal Herriko euskalgintzarentzat galera handia dela azpimarratu dute hainbat eragilek.

Txato hainbat urtez AEK-ko irakasle izana bertsolari gisa ere ezagutua zen. Kazetari lana eginez Egunkarian sartu zen 2001an eta gaur egun Berriaren Baionako erredaktore burua zen. Iparraldeko politika, ekonomia eta sozial arloen behatzaile aditu bezain ernea zen, Ipar Euskal Herriko hizkuntz politikaren ezagutza sakon eta zehatza zuelarik.

Iparraldeko euskalgintzarentzat Txato-ren hiltzea galera haundia dela azpimarratu dute euskalgintzako hainbat arduradunek Berria egunkarian euskarazko hedabideetako, ikastolako, AEK-ko eta euskal kulturako ordezkariak ekarri lekukotasunetan.

Arrazoi politikoengatik, 30 urtez goiti etxe-

tik kanpo ibili ostean, Aitor Renteria joan den apirilaren 24an itzuli zen Hego Euskal Herrira. Bilboko Santutxu auzoan izan zen orduan eta ondoko egunean Bakion harrera bat egin zioten —hangoa zuen aita. Joan den ostiraletik geroz Mungian zen, senideekin, bost bat egun pasatzeko. Larunbatean bazkari bat bazuen eta aitzin hil zen.

Aitor Renteria Txato besteak beste *Arrosako zolan* EHZ Festibalaren himnoaren egile gisa ezagutua da eta Enbata aldizkarian, Alda! gehigarriarentzat *Euskaraz Bizi!* sailean bere gogoeten irudikoa zen iritzi artikulua mamitsu bezain aberats bat egin zuen. Bilbon egina izan zaion home-naldi hunkigarriaren ondotik, Iparraldeak omenduko du Txato ekainaren 14-an Zokoan, bere errautsak itsasoan hedatuak izanen direlarik, eta Baionan, Berriako bulegoaren aintzinean, presoen aldeko manifestaldiaren kari.

Ez adiorik, Txato!



Une opportunité pour avancer

Alors que le gouvernement français prépare une refonte de l'organisation territoriale de l'Hexagone, la question de la reconnaissance institutionnelle d'Iparralde reste en suspens. Pantxo Bimboire revient sur ce qui peut se dessiner dans un avenir proche, suite aux propositions du préfet.



● Pantxo Bimboire

Même si la défaite de M. Habib à Pau en a réjoui plus d'un, ici, suite à l'attaque en règle qu'il avait menée contre sa collègue Colette Capdevielle lors de sa présentation de la collectivité Pays Basque au parlement, l'amertume reste importante dans la majorité des acteurs de la société civile en faveur d'un statut spécifique. Plusieurs personnes ont déjà avancé qu'il fallait d'abord convaincre les proches, et les cercles différents du territoire (mairies, collectivités, département, région) avant d'aller à Paris affronter un mur. Le gouvernement, par l'intermédiaire du préfet, semble vouloir débloquer, en partie, la situation et proposer plusieurs scénarii, même si, pour raison de neutralité, due aux périodes d'élections, ce dernier a pu, au travers de conversations informelles et franches, en dévoiler quelques aspects.

Le contexte

La réforme des collectivités (économie projetée de 11 milliards d'euro), pour faire simple, passe par diviser par deux le nombre des régions, supprimer les départements et agglomérer les communautés de commune, en laissant aux mairies un rôle très minime (36.000 dans l'hexagone, 3 à 5 fois plus en proportion que dans les autres pays de l'Europe). La traduction basque de cette réforme est la proposition du préfet. Quatre scénarii seront proposés. Le moins intégré sera le statu quo, c'est-à-dire, il faut bien en convenir, une situation bancal d'hypertrophie de l'Acba (engluée dans sa stratégie dite du bassin de vie, appelée aussi Pays de l'Adour, relativement antinomique du vouloir vivre ensemble formulé par les habitants du Pays Basque et en contradiction avec les actions des

Conseils des élus et de développement, entre autres) et une mosaïque de collectivités dont les tiraillements et les féodalités font peine à voir. Le plus intégré sera une communauté de communes unique pour tout le Pays Basque. Nouveauté, pour nous ? Il semble que oui, car, dans le scénario intégré, la reconnaissance du territoire sera acquise et complète (pour la première fois). Oui aussi car des compétences supplémentaires (nous n'en connaissons pas le détail) seront ajoutées à la palette des compétences de ce type de collectivité.

Les quatre propositions seront précisées dans un document qui sera proposé à chaque maire du Pays Basque (sans doute pour simplifier, au cours d'une réunion dans la communauté de commune dont ils relèvent). Il appartiendra à chacun de voter. Et la majorité qualifiée, si elle se dessine, décidera.

Les dangers

Le vote des municipalités de l'Acba sera important et aussi le choix déterminant et stratégique de son président, défenseur de la collectivité à statut particulier. On observera aussi les capacités d'influence (de nuisance ?) des présidents qui étaient d'avis réservé dans le passé, comme le montrent les votes des municipalités de Xiberoa dont le sentiment d'appartenance est fort. Comment réussir le pari ? Je prends ici le risque d'affirmer que l'initiative du préfet me semble utile et intéressante. Il faut la saisir. Il serait prévu aussi que le Conseil des élus et le Conseil de développement puissent exprimer leur avis au travers d'une réunion préparatoire. La CCI Euskal Herria devrait être intégrée dans ces premières réunions. Ces premiers contacts me semblent primordiaux et être une condition de réussite de cette importante modification du paysage. En effet, rien ne serait plus dommageable qu'un panel de propositions du type "c'est à prendre ou à laisser" après tant et tant d'effort et de concertation pour intégrer le Pays Basque dans une réforme gagnante pour tous. Une seconde condition serait aussi d'éviter un tout centralisme sur Bayonne (peut être, selon les compétences décentraliser les services et lieux de décision sur les pôles Mauléon, Saint Jean de Luz, Garazi, etc.), en veillant très strictement à l'efficacité des personnels et des missions. Cet aspect de l'organisation de l'espace est fondamental pour faire passer le dossier. Une concertation est donc aussi nécessaire sur cet

“ Le scénario intégré est évolutif, rien n'interdit de l'engager avec quelques compétences, puis d'en ajouter d'autres s'il apparaît que l'expérience est positive. Le scénario s'inscrit dans une réforme des collectivités qui s'avère obligatoire en France.

aspect, et, surtout avec les dix communautés de communes, dans ce cas présent. Enfin, la carotte fiscale doit être incitative et seul le préfet a les compétences pour orienter : les dotations de l'Etat devraient être plus fortes si les scénarii sont plus intégrés et la différence notable.

Avantages du scénario intégré.

Le scénario est évolutif, rien n'interdit de l'engager avec quelques compétences, puis d'en ajouter d'autres s'il apparaît que l'expérience est positive. Le scénario s'inscrit dans une réforme des collectivités qui s'avère obligatoire en France. Il n'est touché ni par la réforme de la région, dont je préfère qu'elle s'allie avec Midi-Pyrénées plus qu'avec Poitou-Charente, ni par la disparition du département que j'appelle de mes vœux. A contrario, sans département et avec une maxi région, l'ensemble Pays Basque aurait sa vraie personnalité.

Le rapport de l'inspection des finances sur les CCI est très nocif pour la nôtre : CCI Euskal Herria (en gros une CCI par région, un guichet par département et un remboursement pour les CCI de France de 1 milliard d'euros de trop perçu par l'Etat !). Cela sera peut-être le sujet d'un prochain article. A l'heure où je termine cet article, à Paris, a lieu l'AG des présidents des CCI de France. Leur président M. Bancon mettra au vote un projet catastrophique, engageant les CCIT dans la réforme de l'inspection des finances. Notre président Garreta défendra la position de la CCI Euskal Herria, avec la conviction qu'on lui connaît.

La situation des chambres des métiers et chambres d'agriculture est pire, avec des contextes financiers locaux mauvais. C'est le bon moment pour rechercher, à plusieurs, de la cohésion de stratégie et une construction à frais réduits de notre territoire.



EUSKO IKASKUNTZA



Prefetaren beha egon gabe

Iparraldeko lurralde kolektibitate bereziari frantses gobernuak ezetz biribila eman ondotik, prefetak lau lurralde antolakuntza eredu ezberdinen proposamena ateratu du, herri elkargoeri aurkeztuak izanen zaizkienak. Hona hemen, Bateraren animatzaile suharra den Jakes Bortayrouren azterketa.

Urte hasieran, lurralde honek sekulan ezagutu ez zuen bere ezagupen instituzionalaren aldeko mobilizazioaldi zabalaren ondotik, prefetak iragarri zuen gobernanzako lau hautabide desberdin proposatuko zizkiela Iparraldeko hautetsiei. Geroztik Garapen eta Hautetsien kontseiluetako bilkura guztietan baieztatu du bere asmoa, deus gehiagorik azaldu gabe, herri edo europar hauteskunde kanpainaren estakuruarekin, jakin mina nahitara piztuz. Bilkuretatik at, han hemenka, batekin edo bestearekin "proiektu indartsu" bat aipatu du behin eta berriz, espekulazioak sortuz. Alta ez da misterio handirik izaiten ahal afera honetan, prefetak, dagoen legediarekin jokatu behar baitu. Beraz barkatu "scoopa" salatzeagatik bainan hona prefetaren lau proposamenak: oraiko statu quoarekin segitu, "pôle métropolitain" delakoa (2010eko abenduko legeak sortu zuena), "pôle d'équilibre territorial rural" delakoa (2014ko urtarrileko legeak sortu duena), azken bi horiek Iparraldeko hamar herri elkargoen gainetik bilgune bat sortuz, edo herri guztiak bilduko dituen EPCI bakar bat, oraiko herri elkargoen ordez.

Indar harremana ahultzea

Maiatzaren 16ko Hautetsien Kontseilu berri-tuaren aintzinean prefetak erran du bere proposamenak lehenik herri elkargo guztien itzulia eginez presentatuko dituela, berak dienez: "auzapezak baitira demokrazian legitimitatea dutenak". Itzuli horren beharra onarturik ere, batzuek mespretxu eta jukutria zer bait ikusi dituzte jokaera honetan eta han bertan deplauki horrela adierazi. Mespretxua Hautetsien Kontseiluari begira, azken urtee-

tan instituzioaren inguruko eztabaida erabaki, antolatu eta oroz gainetik Lurralde Elkar-goaren alde agertuz Estatuari desafioa bota diona. Jukutria, zeren eta prefetak baitaki "demokrazian legitimitatea duten" auzapezen gehiengo zabalak (104) Lurralde elkargoaren alde sinatu zuela 2013ko maiatzean eta kopurua berdintsua dela herri hauteskundeetatik landa, Baterak egindako kontaketa-aren araberan. Adostasun zabal hori hautsi eta indar harremana ahultzea du lehen helburua. Eta ontsa badaki sortu berriak diren eta kontseilari hautatu berri berriak dituzten herri elkargoetan hasiz gero, eztabaidak zer nolako tira bira piztuko duen. Pentsa proposatua zaien alternatiba: eskuartearen dituzten kompetentzia batzuk utzi behar, polo bat sortuz gero edo EPCI bakar bat osatzeko hipotesian, hara-kiri egin! Herri elkargoetan, nahita nahiez tokiko interes eta ikusminek dute gaina hartuko eta hamarren itzulia bukatzerakoan auskalo zein panorama aterako den! Arrunt desberdina litzateke Hautetsien kontseilutik hasiz gero, Ipar Euskal Herriko dimentsioa eta perimetroa abiapuntuak izanen baitira.

Herriaren onerako

Ageri denez, ondoko hilabeteetan instituzioaren inguruko eztabaidak maila desberdinak izanen ditu. Lehenik, prefetak hautatuko duen metodologia, eztabaida burutzeko inposa lezakeen epea, izan daitezkeen negoziaketarako tarteak. Bigarrenik, Estatuak prefetaren bitartez eginen dituen proposamen bakoitzaren interes edo mugak irizpide batzuei begira: Iparraldeko lurraldetasuna ezagutu, kompetentziak kudeatu, diru baliabideak eskuratu eta herriaren

“ Paperean hipotesia hoberena praktikan gauza ezina baldin bada, erruaren erantzukizuna hautetsien bizkar botatzeko arrisku handia da, Estatuaren ezeko jarrera xurrituz.



● Jakes Bortayrou

ordezkariak hautatzeko moldeak. (parte handi batez 2012an burutu zen lan hori esper-toen laguntzarekin). Hirugarrenik hipotesia bakoitzaren gauzatzeko baldintza politikoak. Paperean hipotesia hoberena praktikan gauza ezina baldin bada, erruaren erantzukizuna hautetsien bizkar botatzeko arrisku handia da, Estatuaren ezeko jarrera xurrituz. Hots, Ipar Euskal Herriak behar eta nahi dituen ezagupen eta berezko instituzioari begira proposatu hautabide baten alde egin ala Lurralde Kolektibitatearen hautua berretsi, horren aldeko estrategia adostuz. Frantses Estatu osoan lurralde antolaketari buruzko eztabaida politikoa aktualitate politikoaren lehen lerroan izanen dugu ondoko hilabeteetan, Valls-en gobernamentu berriak erakutsi dituen aldaketa asmoen ondorioz. Horrek lagundu behar gaitu Ipar Euskal Herriaren eztabaida sozializatzeke, hautetsi eta teknikari batzuen artean gelditu ordez, ahal bezain zabala izan dadin. Ez dira gutti azken hamar urteetan egindako mobilizazio eta gogoetak. Prefetaren beha egon gabe, iaz Euskal Herriko Lurralde koordinaketa osatu zuten egitura guziek (bi kontseiluak, Biltzarra, CCI eta Batera) badute zer pentsa eta zer egin irekitzen den fase honen emaitzak herriaren onerako izan daitezken.

Eusko Ikaskuntzak (3.000 bazkide Euskal Herri guzian eta diasporako "8. Probintzian", hau da Euskal Erki-de Globala) bere birmoldaketa prozesu sakona bururatzeko ari da. Euskal Gizar-tearen garapenari (hau da alde ekonomiko, soziala, ekologikoa eta kulturala, garapen eramangarriaren ildo integratzaile-letik joanez) lotuak diren gaiari leku han-

diago egingo diela bere eginkizunetan erabaki du.

Lan ildo nagusien definizioa Euskal Herri guziko mailan eta epe ertainez egitea erabakia izan da eta hau, bide partehartzaile baten bitartez. Bilkura bat antolatua izanen da Euskadiko Elkarte Autonomoan (Durangon), bat Nafarroan (Iruñean) eta bat Iparraldean (Baionan). Gure lurralde-

tan eragina dutenek eta interesa duten guziek, pertsona simpleek nahiz erakundeek, mugaz gaindiko gogoeta horietan parte har dezaten da gure xedea.

Interesatuak direnak gomitatuz dira Iparraldeko bilkurara

Ekainaren 10ean, arratsaldeko 5etan
Elkarteen Etxean (Glain), Baionan.

Bizi! 5 ans et toutes ses dents

Les 20, 21 et 22 juin prochains, Bizi! célébrera son 5^{ème} anniversaire. Les altermondialistes basques fêteront 5 ans de mobilisation non-violente pour la justice sociale et environnementale ainsi que 5 ans de travail ininterrompu en Pays Basque pour la transition sociale et écologique. Alda! apporte un éclairage particulier sur l'action permanente et efficace du mouvement Bizi! qui, en à peine 5 ans, a connu plusieurs résultats concrets en Iparralde et au-delà.



Chaque année, Bizi ! participe à la manifestation du 1er mai pour y montrer le lien entre social et écologie.

Bizi ! est issu d'un long processus de réflexions et de débats qui ont été menés les deux années précédant sa naissance en juin 2009. L'origine de ce processus de réflexion se situe dans les "journées de Mendionde" qui avaient été organisées à l'initiative de la Fondation Manu Robles-Arangiz fin juillet 2007. Un groupe de personnes s'y retrouvait pour réfléchir et débattre sur la situation en Pays Basque, les enjeux de la non-violence, les problématiques sociales et écologiques globales et locales, le Pays Basque de demain, etc.

D'autres mondes sont possibles

Les échanges entre les participants se sont prolongés, via la création d'une liste de discussion internet, et ont pris le temps pour se fixer un objectif plus concret et plus délimité, à savoir étudier l'intérêt et la possibilité d'un mouvement social qui aurait pour fonction de lier la question sociale et la question écologique. En juin 2008 un week-end de formation et de discussion s'est tenu pour savoir s'il fallait décider ou non de créer un tel mouvement. Didier Lestrade, fondateur d'Act-Up y a participé pour présenter en détail la création et l'histoire d'Act-Up. Les participants ont aussi suivi une formation assez poussée sur les grands enjeux d'Iparralde au niveau social, environnemental, infrastructures, économique et démographique.

Démos socio-écologues

La question politique qui était posée était de

savoir s'il fallait aller vers "la création d'un mouvement du type démo sur le plan écolo-social, mais qui en plus de la pratique type Démo prendrait en charge un travail de dossier et d'expertise, d'intervention publique sur les questions sociales et écologiques". En effet, pas mal de militant(e)s Démos participaient à ce processus et dans le mouvement Démo lui-même, un débat interne avait débouché sur le besoin ressenti d'agir sur les questions sociales et environnementales.

Lors de ce week-end, il fut décidé à une large majorité de créer un mouvement qui aurait pour fonction de lier l'enjeu écologique à l'enjeu social, dans l'esprit du livre *Comment les riches détruisent la planète* d'Hervé Kempf qui avait animé deux conférences à Bayonne et à Ainhice-Monjelos en février 2008.

Commencèrent alors des réunions régulières portant tant sur la définition d'une plateforme idéologique, que sur l'approfondissement des axes de travail, et sur tous les aspects concrets d'un mouvement : fonctionnement, formes d'action, adhésion ou pas, nom du mouvement, etc.

Parenthèse Ehlq doit vivre !

Ce processus fut paralysé à partir de fin août 2008 (citation d'Ehlq au pénal) et la majorité des militant(e)s y participant décida de se consacrer entièrement à la campagne *Ehlq doit vivre*. Ce qui fait que les réunions et réflexions ne reprirent qu'après le verdict du procès en avril 2009. Lors d'une réunion qui vit la naissance de

Bizi! le 24 juin 2009, il fut décidé de passer au travail concret et public autour d'une thématique principale (le réchauffement climatique et le sommet de Copenhague) jusqu'en décembre 2009, dans la perspective de faire fin décembre un bilan de cette première pratique et en fonction de ce bilan de décider de la suite des événements : transformation en un mouvement permanent ou pas, élargissement ou pas des axes de travail, adaptation du fonctionnement, etc.

C'est ainsi qu'ont commencé les 5 ans d'apports déterminés de Bizi! au combat mondial contre le changement climatique pour l'égalité d'accès de tous-tes aux ressources de la planète dans le respect de ses limites globales.

Bien choisir sa façon d'agir

Dès le début Bizi! a déterminé 6 piliers qui lui servent de référence pour articuler son action:

1. le diagnostic, la critique et les résistances.
2. l'élaboration de propositions concrètes.
3. la lutte pour des alternatives collectives, locales et possibles dès aujourd'hui.
4. la modification des comportements individuels et la pédagogie de la pratique.
5. la formation interne et externe.
6. la participation à la réflexion et à la mobilisation internationale.

D'autre, part, et ce dès 2009, le mouvement Bizi! a confirmé qu'il voulait "mener des actions et mobilisations déterminées, à la hauteur des enjeux cruciaux auxquels l'humanité et la pla-

“ **Bizi!, 5 ans
d'apports déterminés
au combat mondial contre le
changement climatique pour
l'égalité d'accès de tous-tes
aux ressources de la planète
dans le respect de ses limites
globales.**

nète sont confrontées aujourd'hui, tout en rejetant sans ambiguïté toute stratégie clandestine ou action violente". De plus, Bizi! s'est défini comme "absolument indépendant de tout parti politique et a fortiori des pouvoirs publics".

Bizi!n euskaraz

Le cadre d'action principal de Bizi! a aussi été défini comme étant le Pays Basque Nord, le mouvement s'inscrivant pleinement dans la mouvance altermondialiste internationale et, tout aussi naturellement, dans le combat pour la diversité culturelle.

Ceci est une des raisons qui font que depuis 5 ans la communication de Bizi! est bilingue français / euskara. Il existe dans Bizi! un groupe de travail composé de bénévoles traducteurs. Un certain nombre de conférences sont organisées en euskara (avec traductions simultanées) et depuis 2012, des militants de Bizi! animent l'émission *Bizirik!* sur *Euskal Irratiak*, le réseau des radios bascophones.

De nouveaux outils pour un pays soutenable

Durant ces 5 dernières années, le mouvement Bizi! luttant pour des alternatives collectives, locales et possibles dès aujourd'hui a, petit à petit, contribué, à son niveau, à mettre en place des outils pour transformer et construire le Pays Basque. Ainsi, en avril 2011 *Demain, une monnaie basque, écologique et solidaire ?* était déjà une des questions qui ont été posées lors du Forum *Capitalisme : c'est par où la sortie?* organisée par Bizi! et la Fondation Manu Robles-Arangiz. Dès juin de la même année, une réunion était organisée pour étudier la faisabilité d'une monnaie locale, écologique et solidaire. L'invitation à la réunion soulignait que "le choix du territoire qui sera celui où la monnaie en question sera valable est fondateur d'une communauté de projet, d'une identité collective, bref d'un pays ouvert et intégrateur, à taille humaine, acteur de son présent et de son avenir, solidaire du reste du monde et des générations à venir, au sens où nous l'entendons ici. Une monnaie locale de ce type pourra venir compléter à merveille l'ensemble des outils dont le Pays Basque s'est déjà doté pour se construire d'une manière plus humaine, plus juste, plus solidaire, plus autogérée et plus durable". On en était aux prémices de l'eusko.

D'autre part, en mai 2013, Bizi! expliquait ainsi son appel à la manifestation en faveur de la Collectivité territoriale du 1^{er} juin à Bayonne en précisant dans son communiqué que c'était pour "demander au gouvernement de permettre à ce territoire d'affronter ces défis capitaux, de relo-



caliser la gouvernance et les outils permettant une gestion plus soutenable de notre territoire". On peut aussi souligner deux autres apports du mouvement Bizi! qui ont eu un grand écho dans la société d'Iparalde et à l'échelle du Pays Basque et de l'Hexagone.

Le premier est la mise en place de la Boîte à outils des Alternatives municipales pour la transition énergétique et écologique en Pays Basque. 30 mairies représentant 74% de la population d'Iparalde ont pris l'engagement de mettre en

place un certain nombre des mesures de cette Boîte à outils entre 2014 et 2020.

Le deuxième est le succès d'*Alternatiba*, le village des Alternatives au changement climatique qui a attiré plus de 12.000 personnes à Bayonne le 6 octobre dernier. Depuis ce jour, l'écho d'*Alternatiba* ne cesse de s'amplifier et c'est aujourd'hui une quarantaine de nouveaux villages des alternatives *Alternatiba* qui sont en train de s'organiser du Pays Basque aux quatre coins de l'Hexagone et à travers l'Europe.

Bizi !

fête

5 ans

Cela commencera dès le vendredi 20 juin à 18h00 au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne avec un apéro-buffet-exposition qui permettra de connaître les 5 ans d'action de Bizi! S'en suivra, le même jour à 20h00 à l'Amphi de l'IUT de Bayonne une soirée exceptionnelle "Bizi!, 5 ans et toutes ses dents!" où des vidéos seront projetés sur les actions et le travail de Bizi! commentées par des militant-e-s du mouvement.

Une façon originale de découvrir l'urgence climatique, la non-violence active, le logiciel radicalo-pragmatique, la méthode Bizi!, le lien entre le local et le global, en-

tre le social et l'écologique, l'humour et l'imagination au service de propositions et d'alternatives sérieuses et concrètes, etc.

Les animations du samedi 21 et du dimanche 22 juin sont présentées à l'adresse: www.bizimugi.eu

Enfin, comme le souligne Bizi! dans son tract d'appel aux célébrations des 5 ans, "Une action permanente et efficace, et déjà beaucoup de résultats concrets, en à peine 5 ans. Plus nous serons et plus les fruits de notre action seront nombreux et importants"... N'hésitez pas à dire *Bost gehio!* avec Bizi! en adhérant et faisant adhérer !



Le crime contre l'humanité en cours

Après l'action spectaculaire de Bizi contre la direction régionale de la Société Générale à Bayonne, Txetx Etxeverry qualifie le changement climatique —en cours d'accélération— de crime contre l'humanité qui aura des conséquences dramatiques à très large échelle pour l'humanité et qui va bouleverser les conditions de vie civilisées sur terre. Il s'interroge sur l'attitude qu'aura la génération actuelle, la dernière à pouvoir réellement peser sur le cours des choses à ce niveau.



● Txetx Etxeverry

“Et si j'étais né en 17 à Leidenstadt, sur les ruines d'un champ de bataille, aurais-je été meilleur ou pire que ces gens, si j'avais été allemand ?” chante en refrain Jean-Jacques Goldman. La question se pose souvent, qu'aurions-nous fait à la place d'un citoyen allemand sous le nazisme. Aurions-nous laissé persécuter les juifs sans rien faire, nous serions-nous révoltés ou au contraire aurions-nous participé à leur persécution ?

La réponse à posteriori est toujours facile et fait l'impasse sur tout un tas de facteurs qui pourtant conditionnent le comportement des masses à travers l'histoire. La connaissance de ce qui est en train de se dérouler, la conscience “du bien ou du mal”, de l'intérêt collectif ont hélas souvent peu de poids face à beaucoup d'autres facteurs: le fait de se sentir impuissants à changer l'ordre des choses, le refus de croire ou d'entendre ce qui ne nous arrange pas, les risques encourus, la peur de perdre un certain nombre d'acquis ou d'avantages, l'adhésion aux convictions majoritaires surtout si elles sont légitimées par l'Etat ou le système, (la majorité a toujours raison, la minorité a du mal à être crédible) etc. etc.

Ceux qu'on considère comme des salauds après coup n'étaient souvent que des citoyens ordinaires embarqués dans la routine majoritaire d'un système, d'un moment historique, et fonctionnant exactement de la même manière que le commun des citoyens actuels. Sinon comment comprendre notre train train routinier collectif alors que se perpète chez nous, ici et

maintenant, un des crimes contre l'humanité les plus décisifs de l'histoire.

Vers les pires des scénarios du GIEC

Nous sommes aujourd'hui en train de foncer vers un basculement climatique incontrôlable et irréversible, qui va avoir des conséquences dramatiques à très large échelle pour l'humanité et bouleverser les conditions de vie civilisées sur terre. On peut qualifier cela de crime contre l'humanité, au vu des conséquences humaines que cela aura et du fait qu'il s'agit d'une situation provoquée en toute connaissance de cause par la génération actuelle, qui a les moyens de faire autrement.

Tous les gouvernements de la planète s'étaient engagés en 2009 à limiter à l'horizon 2100 le réchauffement en cours au dessous du fameux seuil des +2°C, qui est porteur d'impacts majeurs et extrêmement coûteux (en vies humaines et en argent). A peine 5 ans plus tard, l'inaction mondiale en matière de réduction de gaz à effet de serre a rendu caduque cet objectif et on parle aujourd'hui de dépasser les 2°C dès 2035 ! Pire, avec le niveau actuel d'émissions, on s'inscrit dans les scénarios du GIEC les plus pessimistes, certains scientifiques voyant possible le dépassement des 6°C d'ici la fin du siècle ce qui signifie clairement la plongée de l'humanité dans un chaos indescriptible (5°C représente l'é-



“ Tout cela se passe ici et maintenant, au cours de cette période de 15 ans dans laquelle nous pouvons agir et empêcher le pire, ou ne rien faire et laisser faire le pire. Que choisirons-nous ?

cart de température entre la dernière période glaciaire et le climat actuel qui a rendu possible l'agriculture et la sédentarisation de l'humanité, ça s'est passé en 10.000 ans et pas en 100 ans, dans une planète peuplée de quelques millions d'habitants à peine et pas de 7 ou 9 milliards de personnes).

La génération qui pouvait agir

Tout cela est en train de se dérouler sous nos yeux, nous sommes LA génération qui peut enrayer le cours des choses et nous n'avons qu'une quinzaine d'années pour le faire. Mais nous ne le faisons pas. Pour plein de raisons très simples qui ne font pas de nous des salauds: le sentiment d'impuissance, les risques encourus, les habitudes dures à changer, le fait de se dire que si les gouvernements ne s'affolent pas plus que ça sur la situation, c'est que ça ne doit pas être aussi grave que cela, malgré ce que nous martèle la communauté des scientifiques qui tire la sonnette d'alarme depuis plus de dix ans etc. Ces raisons ne font pas de nous des salauds donc, mais comment nous jugeront les gens qui vivront dans les années 2040, 2050, bref les enfants nés aujourd'hui ? Que penseront-ils de notre inaction actuelle, voire de ce qu'ils considéreront peut-être comme de la complicité ou de la responsabilité directe ?

Stopper Alpha Coal

Les militants de Bizi ont déversé, à visage découvert, 1,8 tonne de charbon devant la direction régionale de la Société Générale à Bayonne pour exiger l'arrêt immédiat de son soutien actif (études de faisabilité et recherches de financement) au projet Alpha Coal en Australie qui est le détonateur d'une des 14 bombes climatiques recensées par Greenpeace sur la planète. Il s'agit de 14 nouveaux gigantesques projets d'extraction de charbon, de gaz naturel et de pétrole qui, s'ils venaient à être exploités d'ici à 2020, nous inscriraient dans une trajectoire pouvant atteindre les +5 ou +6°C.

Ces choses-là sont concrètes, chiffrées et bien localisées. Elles ne tombent pas du ciel mais sont le fait de décisions humaines bien précises sur lesquelles nous pouvons -ou non- décider de peser, de nous opposer et de les arrêter. En l'occurrence et sur cet exemple précis, le retrait de la Société Général porterait un coup dur à ce projet désastreux. La Société Générale est une banque omniprésente sur notre territoire, alimentée par notre épargne et potentiellement sensible à notre action.

Tout cela se passe ici et maintenant, au cours de cette période de 15 ans dans laquelle nous pouvons agir et empêcher le pire, ou ne rien faire et laisser le pire se réaliser. Que choisirons-nous ?

Du droit de décider

Dans son numéro de mai, Enbata se faisait l'écho de la chaîne humaine qui, à l'instar de l'initiative catalane, sera organisée le 8 juin d'Iruñea à Durango par le collectif "Gure esku dago". Peio Etcheverry-Ainchart explicite le concept du droit du peuple à décider, slogan de la chaîne humaine basque.

La science historique a l'habitude de parler de "printemps des peuples" pour désigner certaines phases de l'histoire contemporaine de l'Europe. Cette année, avec la chaîne humaine "Gure esku dago", nous avons aussi notre petit printemps.

Consultation ou autodétermination ?

En réalité, les choses ne sont pas si simples que cela. Malgré les apparences, cette chaîne humaine et les développements futurs qu'elle est censée engendrer n'ont – en tout cas pour l'instant – pas officiellement pour objectif de promouvoir l'autodétermination du peuple basque. De la bouche même de l'un de ses principaux initiateurs, rencontré entre autres par une délégation d'EH Bai à la mi-mai, il s'agit de revendiquer "le droit du peuple à décider". Pour ma part, je trouve que ce seul projet est déjà en soi une entreprise louable et, tel qu'il est formulé, je le soutiens sans réserve. A l'heure à laquelle j'écris ces lignes, la chaîne humaine n'a pas encore eu lieu et je ne peux qu'espérer qu'elle soit un succès.

Ceci étant dit, il me semble que d'ores et déjà il nous faut penser à l'étape suivante, qui ne doit pas forcément être opérationnelle mais plutôt conceptuelle. En effet, le principe du droit du peuple à décider est un beau principe, mais il est piégeux si on le manipule sans quelques pincettes. Que signifie-t-il en pratique ? Une fois posé le droit du peuple à être consulté, encore faut-il définir à quelle occasion ce droit s'applique – s'il n'était déjà garanti par le suffrage universel classique –, sur quel sujet il faudrait décider, et bien sûr qui décide.

Décider de tout, tout le temps ?

Décider de quoi... Voilà une question intéressante et bigrement importante. En effet, nous sommes actuellement en Europe sous des régimes de démocratie représentative, qui nous amènent régulièrement à désigner nos représentants à chaque échelon institutionnel. La question n'est pas ici de savoir si cette démocratie est parfaite ou imparfaite, si les scrutins sont équitables à tel ou tel titre, mais bien de rappeler le principe de la représentation lui-même : si les "anciens" l'ont élaboré, c'est bien parce qu'ils avaient perçu que la gestion des affaires communes ne pouvait systématiquement donner lieu à des rassemblements de l'ensemble de la population. Imaginons un instant que la

moindre décision à prendre parmi les milliers de petites questions concernant la vie d'une commune, a fortiori d'un pays, doit donner lieu à une consultation populaire... ce serait évidemment totalement ingérable. C'est pour se charger de tout cela au nom de leurs administrés que les élus sont désignés par le vote. Qu'ils fassent bien leur boulot ensuite, c'est une autre question.

Je me permets de rappeler ce point de base de toute instruction civique pour éviter qu'une initiative telle que "Gure esku dago" prête le flanc à une accusation qui pourrait lui être portée par quelque esprit mal intentionné : cette chaîne humaine n'a évidemment rien en commun avec cette déviance de l'esprit référendaire qui est portée par les divers populismes européens, pour qui cet outil d'expression directe n'a pour but que d'affaiblir la démocratie elle-même. L'esprit qui préside à cette initiative est bel et bien d'affirmer que sur certaines questions d'une importance ou d'une nature particulières, ou dont la gestion s'avère problématique voire défailante, le recours à la consultation de la population concernée est la solution la plus légitime. Mais alors, question à 1000 euros : quand et sur quel thème cette solution s'impose ?

Le droit du peuple basque

Là réside la petite ambiguïté dans la démarche de "Gure esku dago" : on revendique le droit de décider dans son principe, mais en pratique on le fait au Pays Basque au nom du "peuple", en même temps, voire en lien direct avec les référenda sur l'autodétermination écossais et catalan. De là à penser que, plutôt que du légitime débat sur le calibrage des asperges navarraises, l'on parle bel et bien du droit du peuple basque à décider de son propre avenir, cela prend une dimension particulière et entraîne une pléthore d'autres questions, dont les moindres ne sont pas celles-ci : si le peuple doit décider, qui est le peuple ? Si le peuple est la communauté des habitant-e-s du Pays Basque, quel est le territoire qui constitue ce dernier ? Si le cadre est celui des sept provinces dites "historiques", que faire d'une commune navarraise telle que Fitero, où 80% de la population vote UPN et n'entend pas exercer ce droit (ou devoir ?) que la carte lui confère ?

Ah... la carte et le territoire, fameuse fratrie ennemie ! Ce zazpiak bat, si esthétique en

“ Cette chaîne humaine n'a évidemment rien en commun avec cette déviance de l'esprit référendaire qui est portée par les divers populismes européens, pour qui cet outil d'expression directe n'a pour but que d'affaiblir la démocratie elle-même.



● Peio Etcheverry-Ainchart

autocollant au cul des voitures ou en pendentif autour du cou, il est bien problématique quand on le considère dans sa dimension politique, son actualité ou son obsolescence, au regard du patchwork identitaire qu'il recèle. Quant au Pays Basque Nord, quel lien peut-il avoir avec la chaîne humaine ? Selon l'interprétation qu'on donne à cette dernière, s'il s'agit du seul principe de décider, la chaîne pourrait alors continuer jusque vers le grand Nord de l'Europe ; mais s'il s'agit d'une revendication plus relative à la question basque, une autre chronique ne suffirait pas pour en débattre... Bref, il y aura de quoi réfléchir après la marche. En attendant, jo aintzina, gure esku baitago !

Heriotze

Deux amis d'Enbata nous ont quittés. L'Azkaindar Guy Dupont, abertzale aux fortes convictions, militant de longue date, homme généreux et attachant, soutien de notre journal, d'Ehlg et de bien d'autres initiatives.

A Juillan, dans les Hautes-Pyrénées, Louis Baudout, fidèle lecteur d'Enbata, homme sincère et de caractère, militant exemplaire. Enbata adresse ses condoléances aux familles et aux proches de ces deux compagnons de route qui nous manqueront.



Zapaldua zapaltzaile?

Euskaldunek, Katalandarrek edo Eskoziatarrek bezala, geure estatua aldarrikatzen dugu. Gaur mundu gehienez den Estatu-nazio eredu horren gisakoa ote? Ande Sainte-Mariek Ephraim Nimni, Belfasteko unibertsitateko politologo ezagunaren ikuspegia aztertzen dauku artikulu zorrotz hontan.



● Ande Sainte-Marie

Berrikitan parada ukan dut Ephraim Nimni adituaren elkarriketa bat irakurtzeko astekari batean. Irakasle horrek Belfasteko unibertsitatean lan egiten du eta ezaguna da etnia eta nazioen artean diren gatazketaz burutu lanengatik. Ikerbasque fundazioarekin ere hainbat ikerlan eramaiten ditu eta EHUen ere kursoak segurtatzen ditu. Judutarra bada ere, Nimnik salatzen du orohar Israeleko estatua. Alabainan, bere nazioaren arazo horrek du eraman Nimi bere ikerketa sailerat. Bere ustez, estatu nazioek berezko



izaera zapaltzailea dute eta ondorioz beren lurraldeko "guttiengoak" ez dituzte errespetatzen. Instituzio gisa, estatu nazioak dira estaturik ez duten nazio guzietan sufrizten duten zapalketaren hobendun bakarrak. Paradoxala bada ere, zapalketa hortaz libratzeko, estatu bezala antolatua ez diren nazio horiek, beste erremediorik ez dute aurkitu...estatu nazio bilakatzea baino !

Nazio guttiak dute beren estatua

Haatik Ephraim Nimni segituan gehitzen du bere ikerketan, nazio "guttitu" horiek estatu bat lortu orduko, beraiek sufritu izan dutena irauraraztea edo mekanismo berdintsuekin jarraitzea ekar lezakeela. Albainan, estaturik ez duen nazio batek, estatu bat lortzean, bere barneko guttiengoen ez errespetatzeko aukera ainitz dauzka. Tesia hori du bederen defenditzen Nimni adituak. Bere ikuspegiz estatu nazioa, nazio bakarrean oinarritzen den ereduaz hitz egiten du, baina dio ere ainitzetan lurralde jakin eta definitu batean, nazio edo talde etniko bat baino gehiago izaiten ahal direla. Gertatzen da ere gehienetan guttiengo horiek guziak ez direla kolektiboki ordezkatuak izaiten.

Ephraim Nimnik azpimarratzen du munduan 3.000 nazio inguru badaudela eta 7.000 etnia baino gehiago. Guzira, 193 estatu daude ofizialak Nazio Batuen Erakundean, ordezkaritza batekin. Horrek erakusten du oso nazio guttiak dutela estatu bat. Estatu nazioaren ideia edo konzeptua Nimniren arabera Frantziako iraultzatik dator nagusiki, 1789tik guttiengoen asimilazio prozesu bat izan zen Frantziako estatu guzian, nazio bakarra halaberrez osatuz eta frantses lurraldea uste zutena nazio uniforme baten barnean bilduz. Parekotasun zerbait ere kausitzen dio Nimi ikerleak Israeleko estatuarekin : lurralde batean finkatu eta estatu nazioa eraikitzeko asmoz, juduen nazioa eta identitatea garatzeko sekularo basakeriak egin zituzten eta funtsean egiten ere dituzte oraindik.

Subiranotasun nazionalaren doktrinak, nazioa jartzen du doktrina horren oinarri bakar gisa. Nimniren arabera, ideologia hori, teoria liberaletik dator. Ideologia liberal horren arabera, nazioaren subiranotasuna eta herri demokrazia halaberrez lotzen dira eta dio oso arriskutsua dela, uniformetasuna eta berdintasuna

“ Estatuaren aldarrikapena, estatu nazio batean oinarritzen denez nagusiki, bereziki Hegoaldean, Ephraim Nimnik dio sentsibilizazio lan bat beharrezkoa dela “gure baitan diren beste batzuk” onartzeko, bestela arazoa “itzuli” egingen dela.

nahasten dituelako. Demokrazia liberalak nagusia den nazioaren asimilaziorat eramaiten ditu guttiengo guziak. Estatu nazioak ez du gaitasunik erakusten bere barnean biltzen diren komunitate kulturalen ordezkaritza politikoa segurtatzeko.

Zapalkuntzari kasu egin behar

Ondorioz defizit edo eskas demokratikoa agertzen da. Adibide gisa Ephraim Nimnik Katalunia aipatzen du. Bere ustez Espainiaren aitortza ezak ekarri du katalandar nazionalismoaren gorakada. Madrilgo gobernuak jarrera idekiagoa izan balu bere lurraldearen barnean diren nazioak errespetatuz, estatua sortzeko nahiak behera egingo luke Nimniren ustez. Dio ere Madril hortaz ohartzen ez bada aski goiz, estatua bera galduko lukeela. Eskoziaren kasua ezberdina da bere ustez. David Cameronen gobernuak ofizialki ezagutu egiten ditu eskoziarrak, ondorioz aitortza horrek independentziarako nahiak baretzen omen ditu. Kontsultarako ezezkoa eman balu, umiltze kolektibo bat bezala senditua izanen zen Eskozia guzian.

Elkarriketaren bururatzean hainbat galdera egiten zaizkio Euskal Herriari begira eta, oro har, hauxe dio gure herriaz. Hemen ere norberaren identitatea garatzeko prozesuan, inguruan dauden guttiengoen zapalkuntzarekin kasu egin beharra. Zapalduak izaiteraen sendimendua badago Euskal Herrian ere, eta ondorioz estatu bat eraikitzeko aldarrikapena. Aldarrikapen hori, estatu nazio batean oinarritzen denez nagusiki, bereziki Hegoaldean, Ephraim Nimnik dio sentsibilizazio lan bat beharrezkoa dela “gure baitan diren beste batzuk” onartzeko, bestela arazoa “itzuli” egingen dela.

Euskal herrian estatua eraikiko balitz, oso argi izan behar den elementua da hori. Euskaldunek onartu beharko lukete “beste” estatua ere izan beharko lukeela. Bestela, zapalduak izaiterari utzita, zapaltzaile bihurtzeko arriskuan ginatke. Positiboki eta optimismo punta batekin bururatzen du solasaldia Nimnik, azpimarratuz Europar Batasunean sinesten duela, baina ez gaur egungo moldean. Dio batasun kapitalista bat besterik ez dela. Komunitate autonomoz osatua litaiken erakunde politiko gisa ikus lezake Europako Batasuna. Bere ustez Europa, munduan diren kultura eta etnia guziak ordezkatzeko eta errespetatzeko molde unibertsala izan behar liteke. Badago bide egiteko.



14 juin à Bayonne pour les presos

Le 14 juin aura lieu à Bayonne une manifestation pour la libération des prisonniers politiques basques à laquelle appellent nombre d'associations ou d'élus. Pour Xabi Larralde, la question du devenir des presos est au cœur de la résolution du conflit pour une situation normalisée en Euskal Herria.

On ne le soulignera jamais assez : le combat pour la libération des presos se situe au cœur de la résolution du conflit en Euskal Herria. Aujourd'hui, ils sont littéralement pris en otage d'une stratégie des Etats espagnols et français visant au blocage total de la situation. Pour bien resituer cela, il est utile de revenir sur le pari que fait la gauche abertzale avec le processus actuel. Il est le suivant : reconstruire une donne politique démocratique en Euskal Herria, car nous sommes convaincus que par l'activation de la société basque et au travers d'un processus politique obtenant l'aval de la communauté internationale, nous pouvons franchir dans la phase historique actuelle des pas en avant significatifs vis-à-vis de la résolution du conflit, mais aussi de la reconnaissance d'Euskal Herria (changement des statuts, obtention du droit de décider). Vis-à-vis de ce dernier point, le contexte actuel atteste du fait que jamais notre projet d'autodétermination n'a été aussi crédible ; avec un précédent historique en Europe "de l'ouest" (si on peut encore utiliser ce vocable...) qui est celui de la tenue du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse à l'automne.

Solder le passé

Nous voulons ouvrir une nouvelle séquence politique qui permette à la société basque de se déterminer démocratiquement sur son devenir politique, et les Etats jouent exactement la carte opposée, en essayant de maintenir en vigueur le plus longtemps possible les paramètres de la phase antérieure. A cet égard, la position des espagnols vis-à-vis des presos ne relève pas que d'une vision revancharde maintenue en soutien aux victimes, elle répond à deux objectifs politiques. Premièrement, conditionner la capacité d'initiative politique de la gauche abertzale à un endroit extrêmement douloureux pour elle. Et second, combattre l'idée que les presos relèvent d'un conflit, car il faudrait alors se poser la question de ses causes politiques, et des modalités démocratiques à mettre en œuvre demain pour les appréhender. Or, l'Espagne traverse une grave crise et est confrontée à un enjeu qui est celui d'une seconde transition politique. Dans ce contexte, plus le débat sur les nouveaux statuts prendra de la force en Euskal Herria et en Catalogne, moins les espagnols seront enclins à faire d'eux-mêmes des pas sur la question des

presos.

On comprend de ce point de vue ce qui se joue autour du combat pour la libération des presos. D'une part, solder le passé et tourner la page de la confrontation armée. Mais aussi et surtout, ouvrir pour l'avenir un débouché au champ politique, en permettant que les diverses options sur le devenir d'Euskal Herria puissent être débattues et tranchées de façon démocratique. La portée politique de cette problématique est considérable : il sera impossible de stabiliser à terme la nouvelle phase sans libération des presos, car la non libération des presos signifierait fondamentalement que la voie politique reste obstruée pour la gauche abertzale.

Faire sauter les verrous

Face à la stratégie de blocage de Madrid et de Paris, le travail réalisé ces dernières années vise à faire sauter un par un les verrous qui maintiennent les presos en prison. Dans cette idée, une feuille de route a été formalisée au travers des fameuses "recommandations". Elles représentent une base de travail à laquelle peuvent adhérer de larges secteurs de la société basque, et sont validées par des experts comme conformes aux standards internationaux de résolution des conflits. Elles ont inscrit comme objectif un processus de libération qui soit individualisé mais intégral et échelonné dans un délai de temps raisonnable. De même, ils soulignent la nécessité de mettre en œuvre une justice transitionnelle, qui adapte la législation à la réalité du processus. Dans cette stratégie qui vise à briser le statu quo des Etats en faisant sauter les verrous des prisons un par un, une première victoire a été obtenue autour de la doctrine Parot. Elle n'est pas suffisante, mais significative, car elle délégitime considérablement la position de Madrid et représente de fait un signal de la communauté européenne en faveur du processus.

“ Dans la stratégie qui vise à briser le statu quo des Etats en faisant sauter les verrous des prisons, une première victoire a été obtenue autour de la doctrine Parot. Elle n'est pas suffisante, mais elle est significative, car elle délégitime considérablement la position de Madrid, et représente un signal de la communauté européenne en faveur du processus.



● Xabi Larralde

Toujours dans le cadre de la feuille de route que représentent les recommandations, le 14 juin nous allons interpeller Paris dans les rues de Bayonne, autour de mesures très concrètes : le rapprochement et regroupement des presos, la libération des presos gravement malades. Cette dernière revendication prend un relief plus particulier autour d'un cas concret, celui d'Ibon Fernandez. Atteint d'une grave maladie, les médecins sont unanimes pour affirmer que son état de santé nécessite sa mise en liberté dans les plus brefs délais. Le délibéré sur sa requête de libération est prévu, comme par hasard, le 20 juin, au lendemain de la manif de Bayonne... La diversité des associations qui appellent à cette manifestation, le soutien de l'ensemble des grands élus, toutes sensibilités confondues, atteste de l'ampleur qu'elle va prendre, mais aussi de l'existence en Iparralde, d'une prise de position quasi unanime en faveur des presos et du processus de résolution. Ceci étant, pas un abertzale ne doit manquer à la manifestation du 14 juin !





Maîtrise du foncier les Corses innoveront

Face à une spéculation foncière effrénée, l'assemblée de Corse tente de se doter de nouveaux moyens juridiques pour mieux conserver la maîtrise des terres. Le futur statut de résident nécessaire pour acquérir un bien s'inscrit dans une démarche de développement des compétences institutionnelles propres à la Corse.



● Ellande Duny-Pétré

Perdre violemment ou en douceur ses droits sur sa terre, devenir minoritaire sur son propre territoire, tous les petits peuples le savent, ces évolutions leurs sont fatales. De la Kanaky à l'île de Ré, de la Palestine au Pays Basque, nous sommes confrontés à des phénomènes de domination par l'argent ou la force, dont le résultat est d'abord d'évincer l'indigène de sa terre, de le faire disparaître par l'exil, la perte de son identité et l'intégration dans le modèle social du plus fort. "Lurra behin saldua, lurra betiko galdua", nous rappellent des banderoles sur les routes d'Iparralde.

Les abertzale corses qui ont conquis de haute lutte quelques pouvoirs institutionnels, en sont eux aussi conscients. "La question foncière est une problématique majeure, face à laquelle la Corse se trouve confrontée depuis des décennies. Ce phénomène de dépossession, touche notre communauté insulaire au plus profond de son identité, en hypothéquant à court terme sa destinée sur ce territoire, et donc in fine, son existence en tant que peuple". Le 25 avril, l'assemblée de Corse a adopté un volumineux rapport: "De l'exigence patrimoniale à l'urgence sociale". L'article 10 de ses préconisations indique: "La propriété foncière et immobilière ne devrait pouvoir être exercée de manière automatique, que par les personnes physiques et morales ayant le statut de résident, à savoir: pouvant justifier de l'occupation effective et continue d'une résidence principale en Corse, durant une période minimale de cinq ans". Le texte envisage des dispositions particulières pour les Corses en exil qui souhaitent revenir sur leur terre natale. Tout cela n'est pas applicable pour l'instant mais a fait l'effet d'un pavé dans la marre lors de son adop-

tion à une large majorité par 29 voix sur 51 élus (plus de 60%). 18 élus ont voté contre et 4 n'ont pas participé au scrutin. L'initiative du projet revient aux abertzale corses qui disposent de 15 élus et sont parvenus à convaincre une partie de la gauche, dans une assemblée dont le président du conseil exécutif n'est autre que le député radical de gauche Paul Giacobbi. La plupart des élus de droite (9 sur 12) ont voté contre, ainsi qu'une partie des radicaux et les communistes.

PLU cassés en justice

Ce rapport dont le lecteur d'Enbata pourra lire l'intégralité dans notre édition électronique, fait suite à quatre ans d'études (1). Un plan d'urbanisme spécifique à la Corse sera présenté en octobre prochain.

Le but de l'assemblée de Corse est d'abord de lutter contre la spéculation immobilière, la flambée des prix et la disparition des terres agricoles. Le phénomène des PLU cassés en justice a révélé "les pressions des intérêts privés sur le foncier insulaire". De plus en plus de Corses ont des difficultés pour se loger sur leur propre territoire, tant à l'achat qu'en location. 40% des logements en Corse sont déjà des résidences secondaires appartenant généralement à des continentaux ou des étrangers. Beaucoup de ces résidences sont louées au noir à des prix très élevés. Environ 310.000 personnes vivent sur l'île de Beauté où s'installent chaque année 5.000 à 6.000 nouveaux venus. Alain Spadoni, président du Conseil régional des notaires, indique que "quatre ventes sur cinq se font aujourd'hui à des non corses". Le revenu moyen corse reste inférieur de 20% à celui du continent. Lorsque quelqu'un propose un prix démesuré pour un bout de terre ou une maison, la mort dans l'âme, l'offre est acceptée et les terres vendues. C'est ainsi que les paysans de l'île de Ré ont vendu leur île à une bourgeoisie parisienne dotée d'un énorme pouvoir d'achat (2). L'Inde qui interdit aux étrangers d'acheter des terres agricoles l'a parfaitement compris: la "main invisible" de l'économie libérale est celle du renard libre dans le poulailler libre.

Aller contre le droit pour changer le droit

Pour le nouveau maire de Bastia, l'abertzale Gilles Simeoni qui réclamait une durée préalable de 10 ans de résidence pour le futur acquéreur, "il s'agit simplement d'éviter que des gens

“ De plus en plus de Corses ont des difficultés pour se loger sur leur propre territoire, tant à l'achat qu'en location. 40% des logements en Corse sont déjà des résidences secondaires appartenant généralement à des continentaux ou des étrangers.

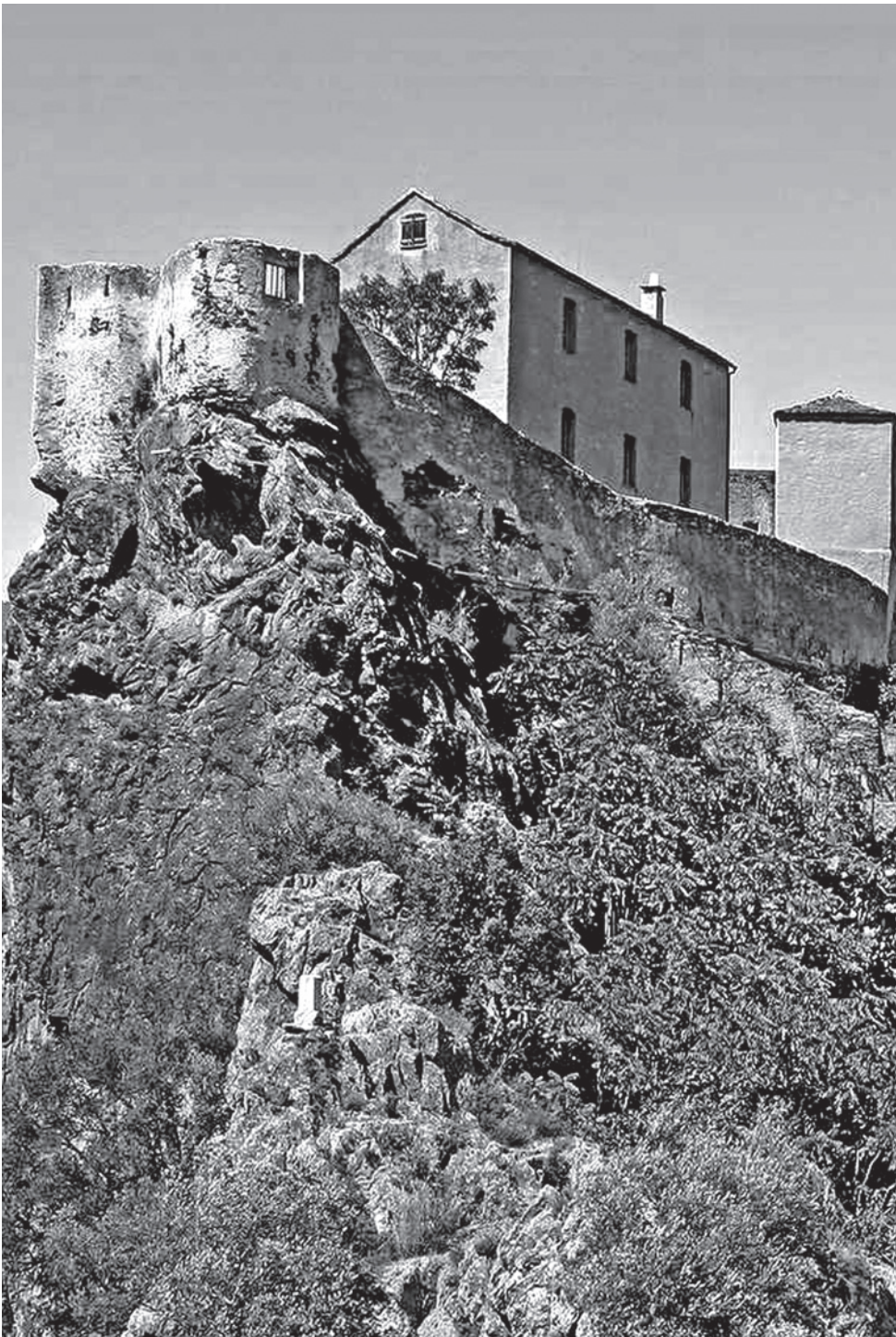
qui ont des moyens de se payer un territoire, possèdent à distance une île comme la nôtre au détriment de sa population. (...) Ce dispositif est une nouvelle pierre qui réaffirme le lien unissant le peuple corse à la terre. (...) Le droit se plie toujours à la volonté politique et il est bon qu'il en soit ainsi. Le mandat d'un élu politique est aussi d'aller contre le droit pour changer le droit".

Le PRG Paul Giacobbi ajoute que ce statut de résident proposé n'est "en rien discriminatoire, toutes sortes de droits sont déjà liés en France à la résidence, qu'il s'agisse notamment de fiscalité ou de stationnement". La mesure que nous voulons mettre en oeuvre "n'est pas plus discriminatoire que de payer plus ou moins d'impôt selon le statut de résidence principale ou secondaire", ajoute-t-il. Les résidents corses bénéficient déjà de tarifs préférentiels en matière de transport maritime et aérien. L'Etat peut expulser pour le bien public, il peut également vider de toute valeur votre propriété. "Des territoires français bénéficient de statuts juridiques propres, c'est le cas du Haut-Rhin et du Bas-Rhin où la laïcité n'existe pas. (...) Quand une part croissante du patrimoine foncier n'appartient plus à ceux qui habitent, cela constitue un problème politique majeur".

Les élus opposés au projet reconnaissent la nécessité de réguler le marché foncier, mais avancent que ce statut de résident est contraire au principe d'égalité et au droit à la propriété. Quant aux professionnels de l'immobilier, ils craignent évidemment les retombées d'une telle mesure. Ils considèrent que ce projet est totalement anticonstitutionnel, ce que confirme la ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique Marylise Lebranchu. Celle-ci propose la mise en place d'un établissement public foncier. Cette création déjà votée en 2011 par l'assemblée de Corse est toujours dans les tiroirs du parlement français. Quant à la demande de l'assemblée de Corse votée le 25 avril, elle doit faire l'objet d'une mise en forme et sera présentée à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Officialité de la langue, fiscalité

Plusieurs municipalités corses, Cuttoli (2.000 ha.), Granacce, Balogna, Ghisanocchia ont déjà approuvé des délibérations qui reprennent l'article 10 du projet adopté par l'assemblée de Corse. Celles-ci ont été immédiatement invalidées par le préfet de Corse du Sud. Une association qui rassemble une centaine d'élus entend promouvoir ce type de délibération et appelle à la



Citadelle de Corte, symbole de la souveraineté corse sous la présidence de Pascal Paoli.

résistance. Le 10 mai, plus de 5.000 Corses ont manifesté dans les rues de Bastia pour soutenir le vote de l'assemblée de Corse. Leurs revendications s'inscrivent dans un projet plus vaste: l'officialité de la langue corse qui a été approuvée le 17 mai 2013, demain une fiscalité différente du continent et adaptée aux réalités corses sera réclamée, au final un grand projet de réforme institutionnelle où la Corse se verra dotée de compétences élargies, telles qu'elles sont définies par le "rapport Chaubon" approuvé par l'assemblée territoriale.

Il fut un temps où les attentats contre les résidences secondaires se multipliaient sur l'île. Personne n'a pu en évaluer vraiment les effets sur l'évolution démographique et foncière. Aujourd'hui, le débat politique a pris le dessus. Sera-t-il plus efficace ?

⁽¹⁾ *Le lecteur intéressé lira avec profit ce rapport qui, au-delà son aridité apparente, indique les outils dont s'est déjà dotée la Corse et les mesures prise dans plusieurs pays sur ces questions.*

⁽²⁾ *En Iparralde, l'anecdote du PDG de la Société Générale Daniel Bouton, survolant la Côte basque en hélicoptère puis allant voir le propriétaire d'une maison pour lui proposer le double du prix avancé par le vendeur, est dans toutes les mémoires. Rappelons que Daniel Bouton (1,25 millions d'euros de revenus en 2007) bénéficie d'une retraite annuelle de 730.000 euros, soit environ 2.000 euros par jour. Le montant de la retraite qu'il doit percevoir en tant qu'ancien haut fonctionnaire est inconnu.*

Surprenante surprise

● Xipri Arbelbide

Dimanche soir, tout le monde a été surpris par les résultats des européennes. Surprenante surprise ! Le FN n'est que le thermomètre. Il indique la fièvre. Il n'en est pas la cause. Tous les sondages disaient qu'il serait le premier parti. Le plus inquiétant ce sont ces 268.000 électeurs du département qui sont restés à la maison. Rien d'étonnant en cela.

Quand on est élu, il faut avoir un minimum de respect pour ses électeurs. Il y a 5 ans nous avons envoyé à Bruxelles un certain Lamassoure qui a disparu du paysage. Sans crier gare ni dire merci il est parti là-bas, quelque part au Nord de la Loire. Alliot-Marie, qui l'a remplacé au pied levé, ne nous a pas davantage donné d'explication de cette désertion. Si nous ne comptons pas plus que cela, il ne faut pas qu'ils s'étonnent de ce qu'ils ne comptent pas non plus davantage à nos yeux.

José Bové a sollicité entre autres les voix abertzale, quelques semaines après avoir soutenu ceux qui nous ont hués à la mairie de Bayonne, chose qui ne s'est vue nulle part en France, même pas du côté du FN ou contre le FN.

Cinq ans qu'ils étaient là-bas. Qu'ont-ils fait pendant ce temps ? On se serait attendu à un bilan à leur retour chez nous. Qu'ils nous expliquent ce qui avait bien ou mal marché. Que l'on nous explique par exemple comment ils ont élu président ce Luxembourgeois dont le pays est un des paradis fiscaux : son PIB, 108.000 \$, est le premier du monde, bien loin devant la France avec ses 41.000 \$. Nos députés sont-ils pour ou contre les paradis fiscaux ? Ils ne nous l'ont pas dit pendant la campagne.

Comment se fait-il qu'ils ont mis la Banque Européenne dans les mains d'un ancien de Goldman Sachs de sinistre mémoire depuis le scandale des subprimes et de la crise de 2007, d'un homme qui a permis à la Grèce d'être admise dans l'Europe en l'aidant à présenter un bilan financier falsifié ?

Comment se fait-il que cette même BCE prête mille milliards aux banques, si vertueuses, à 0,05%, lesquelles prêtent le même argent à 2,5% aux pays européens, cinquante fois plus cher pour une simple opération comptable, au lieu de prêter la même somme, directement aux pays membres. Cela diminuerait la dette de 47 milliards.

Comment se fait-il qu'ils jouent le jeu de l'OMC, sans imposer à la Chine envahissante, de respecter les obligations qu'elle a signées en entrant dans cette



même OMC?

Quant à l'avenir, sont-ils d'accord pour que l'impôt sur les bénéfices soit de 25% en Europe et 38% aux Etats-Unis ? Sont-ils pour ou contre le TAFTA ?

Mais tout cela, et d'autres questions, nous n'en avons pas entendu parler durant la campagne. Par contre, on en a entendu au moins un se plaindre de la fuite des cerveaux. Des cerveaux Français quittant l'Hexagone bien sûr, alors que la France a tant investi pour les former. Scandale inadmissible ! Personne n'a rien dit de la fuite des cerveaux des pays pauvres vers l'Europe. Le Bénin dont 526 citoyens sont médecins n'en dispose que de 311 (1 pour 17.000 habitants), les 215 autres étant partis exercer en Europe, la plupart en France qui dispose d'un médecin pour 500 habitants. Cela ne s'appelle pas fuite de cerveaux mais immigration sélective. Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites ! Quelle est la position de nos députés sur ce sujet ?

Tout cela, et bien d'autres choses, nous n'en saurons rien : il n'en a pas été question pendant la campagne. Ils ne nous ont parlé que du danger du FN. Comme si cela suffisait à nous motiver pour leur assurer une carrière politique jusqu'à la mort ! La série interminable des affaires venant de plus disqualifier la classe politique qui, entre deux élections donne l'impression d'avoir pour premier souci, sa réélection. Comme si une charge était à vie ! Si elles veulent un jour motiver les dizaines de milliers d'abstentionnistes, il faudra que la gauche comme la droite fassent un grand nettoyage des écuries d'Augias et qu'elles mettent à la retraite au moins ceux qui ont fait deux mandats pour qu'ils ne s'endorment pas à Bruxelles. Leurs remplaçants, même apprentis, ne pourront faire plus mal.

Nous ne les payons pas 15.000€ par mois, plus 300€ par jour de présence, plus les frais de voyages, pour fixer de nouvelles normes européennes sur le diamètre des boîtes de conserve ou la largeur des lignes blanches du bord de la route.

*Les tribunes libres
soumises à la rédaction
doivent être adressées à
enbata@wanadoo.fr.*

*Enbata se réserve de les publier,
selon ses disponibilités,
dans son édition mensuelle
ou sur son site internet*

Enbata.info

MINTZALEKU

Jean-Marc-en kronika

Desperate political life



C'était en 2010. A un an des cantonales, le bureau d'AB d'alors initiait une démarche visant à officialiser des rencontres avec le PS. Le premier rendez-vous eut lieu dans un resto de l'entrecôte. Jo Labazée, pas encore président du CG, était un peu fébrile. C'était sans doute la première fois qu'il rencontrait, pour de vrai, des responsables abertzale dans un cadre organisé. D'autres rencontres suivirent avec un groupe plus élargi. On prit le temps de se renifler. C'était déjà énorme après une trentaine d'années d'ignorance mutuelle. Pourtant, fin 2010, la majorité du bureau d'AB échoue, à quelques voix près lors de l'AG, dans la construction d'une stratégie commune avec EELV pour les cantonales de 2011. Plus tard, fin 2011, ces mêmes abertzale arrivent à engager une démarche plurielle menée par Sauveur Bacho incluant EELV et occitans lors des sénatoriales, avec un accord de second tour avec le PS. En 2012, les législatives au Pays Basque Nord, pour la première fois, donnèrent 51 % à l'ensemble des forces de gauche, abertzale compris.

Dans ce contexte, les élections municipales auraient pu enfoncer partout le clou d'une stratégie tournée vers la "construction, avec d'autres forces, d'une majorité progressiste" comme l'indique Txetx Etcheverry dans son analyse post électorale, constatant que certains dirigeants (du PS) qui n'avaient pas évolué (vers les abertzale) avaient

échoué. Cette réflexion de bon sens paraît juste si les leaders abertzale, partout, sont eux aussi capables d'instaurer ce rapprochement par des partenariats en amont, avec des forces progressistes non abertzale. Et surtout assumer la cogestion d'une municipalité, même en minorité. Car aujourd'hui, à Bayonne, les conséquences de ce refus d'alliance, tant du côté du PS local que des abertzale, a totalement figé le mur d'incompréhension entre les peuples des gauches bayonnaises...

Le PS local a pensé, comme beaucoup, que la liste abertzale n'atteindrait pas les 10% requis (10,30% au final) et qu'elle ne conclurait aucune alliance de second tour, les voix se répartissant en trois blocs (les deux listes en lice et vote nul-abstention). Si ces 50 voix qui font la bascule ont évité à Baiona 2014 de sérieux troubles internes, elles ont entraîné la défaite d'une liste amorcée par la section socialiste mais regroupant 40% de non encartés, d'autres forces de gauche dont EELV, plusieurs anciens parents et élèves de l'ikastola, plusieurs parents du bilingue, une liste majoritairement favorable à la collectivité territoriale et opposée aux nouvelles voies LGV. Oui, mais... Tout s'est focalisé sur son leader, laissant croire que 43 Etcheto composaient la liste.

Aussi, aujourd'hui, il serait vain tout autant de vouloir trouver 32 Etchegaray dans la majorité. Les deux premiers grands arbres que sont Jean-René Etchegaray et Martine

Bisauta auront du mal à cacher la forêt de la vraie droite française conservatrice et décomplexée, représentée par Durruty, Neys, Arcouet, Ugalde, Millet Barbé, Escapil Inchauspé ...

A contrario, le collectif "Bayonne ville ouverte" n'a pas su mettre en exergue cette pluralité à gauche. Quant à une question sur des alliances possibles pour un second tour, sa tête de liste indique que "ce n'est pas le moment du partage des friandises". Quand on rend publiques les fonctions partagées en cas de victoire sans précaution de langage, on ferme la porte à toute alliance potentielle. Quand on boycotte la langue basque (et gasconne) dans sa profession de foi, on se la joue jacobin. Quand on n'envoie aucun signal aux autres forces de gauche, on s'improvise hégémonique. Y aura-t-il une vraie prise de conscience collective de ces carences — à commencer par Henri Etcheto lui-même — afin de prendre la mesure de cet échec, à fortiori avec un résultat étriqué à 25 voix près sur les 17.285 votants ?

Alors, dans un contexte général de désaffection de la chose politique, de la montée, à la fois de l'abstention (44% aux municipales et 59% aux européennes à Bayonne) et du Front National (15% sur le BAB), comment créer les conditions d'une vraie alternative à gauche, dans le respect de chaque composante ? Peut-être avons-nous en tant qu'abertzale notre quote-part de réponses à apporter ?

L'Irlande du Nord face à son passé

Les luttes de libération nationale ne se déroulent jamais sans une cohorte de morts et de souffrance. Au terme des conflits, les "terroristes" d'hier sont souvent les dirigeants d'aujourd'hui, au prix de bien des compromis. David Lannes revient sur les incidences politiques de l'arrestation de Gerry Adams, gardé à vue puis libéré, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Jean McConville en 1972.

En annonçant le 31 avril dernier l'arrestation d'un "homme de 65 ans" dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement et l'exécution de Jean McConville en 1972, la police nord-irlandaise (PSNI) a failli rompre le fragile équilibre qui prévaut en Irlande du Nord depuis la signature des accords de St-Andrews en 2006.

Cet épisode vieux de plus de 40 ans est l'un des pires de l'histoire des "Troubles". Accusée d'être une informatrice, Jean McConville, fut arrachée à ses 10 enfants par une unité de l'IRA et ne réapparut jamais ; en 1999 l'IRA admit l'avoiron exécutée. L'arrestation du 31 avril ne viendra donc pas bouleverser l'appréciation que chacun peut avoir des responsabilités des différents acteurs du conflit nord irlandais. Si elle a eu un tel impact, c'est parce que l'"homme de 65 ans" arrêté n'est autre que Gerry Adams, président du Sinn Fein et la "personne la plus importante" du processus de paix, pour reprendre les paroles de son camarade de parti et vice-premier ministre Martin McGuinness.

L'histoire de cette arrestation est assez rocambolesque. Son point de départ est le "Projet Belfast", une étude d'une université de Boston menée par Anthony McIntyre, un ancien volontaire de l'IRA devenu écrivain, et Ed Moloney, un journaliste irlandais. Leur projet consistait à recueillir des témoignages oraux des différents acteurs des "Troubles" ; plusieurs douzaines d'anciens militants de l'IRA et des groupes paramilitaires unionistes ont ainsi été enregistrés à partir de 2001 avec l'assurance que leur témoignage ne serait pas dévoilé avant leur mort. En 2010, Ed Moloney publiait la transcription de l'interview de Brendan Hughes, ancien leader des grévistes de la faim en 1980, décédé en 2008, et qui accusait Adams d'avoir ordonné la "disparition" de McConville. A la suite de ce témoignage posthume, la PSNI s'est lancée avec succès dans une bataille juridique aux Etats-Unis pour obtenir la saisie d'autres cassettes susceptibles d'évoquer l'affaire McConville.

Campagne malveillante et mensongère

Cette victoire juridique de la PSNI est un véritable fiasco pour l'histoire des "Troubles". L'utilisation d'archives pour arrêter des militants républicains quarante ans après les faits a semé

la panique jusque dans les rangs des Unionistes et des forces britanniques qui avaient aussi contribué à l'étude. L'université qui héberge le "Projet Belfast" a annoncé qu'elle restituerait leur témoignage aux interviewés encore en vie, et de nombreux autres projets d'histoire du conflit nord-irlandais ont subitement capoté. Mais les Républicains du Sinn Fein ne regretteront pas le "Projet Boston" dont ils récuseront l'honnêteté. Pour Gerry Adams, qui nie toute responsabilité sur cette affaire et même toute appartenance passée à l'IRA, les accusations dont il fait l'objet font "partie d'une sinistre campagne incessante, malveillante et mensongère" menée par des adversaires du processus de paix : "Moloney et McIntyre sont des opposants au leadership du Sinn Fein et à notre stratégie de paix, et ils ont interviewé des anciens républicains qui me sont hostiles ainsi qu'aux autres leaders du Sinn Fein. [Ils] nous ont accusé de trahison et de capitulation et ont dit que nous devrions être exécutés".

Gerry Adams a été libéré au terme de 4 jours de garde à vue et c'est désormais au Ministère Public d'Irlande du Nord (et pas à la police) de décider ou pas de l'accuser. Selon la loi, il est censé le faire s'il y a assez d'éléments à charge "pour offrir une perspective raisonnable de condamnation" et si la procédure est requise pour l'intérêt public. Il semble peu probable que des témoignages partisans et pour la plupart posthumes, sur des faits vieux de 42 ans puissent servir de base à une accusation solide. Et il est tout à fait évident que l'inculpation de Gerry Adams replongerait l'Irlande du Nord dans un état de tension bien contraire à l'intérêt public...

L'héritage des Troubles

Les quatre jours qu'a duré la garde à vue de Gerry Adams ont en effet montré qu'une "vraie crise est toujours à portée de la main", selon les termes de Shaun Woodward, ancien secrétaire britannique à l'Irlande du Nord. McGuinness dénonça par exemple des "vestiges aigris du RUC travaillant toujours pour la (maintenant renommée) PSNI et voulant détruire le processus de paix", et il menaça de remettre en question le soutien du Sinn Fein à la PSNI. En réponse, le Premier ministre unioniste Peter Robinson fit savoir qu'il était prêt à demander

“ Pour Gerry Adams, qui nie toute responsabilité sur cette affaire et même toute appartenance passée à l'IRA, les accusations dont il fait l'objet font "partie d'une sinistre campagne incessante, malveillante et mensongère" menée par des adversaires du processus de paix



● David Lannes

l'exclusion du Sinn Fein de l'exécutif. Dès sa libération, Adams s'est empressé de calmer les esprits en réaffirmant sa confiance en la PSNI. C'est tout à son crédit mais, comme l'a souligné Shaun Woodward, "la confiance d'autres personnes a été ébranlée".

A l'approche des élections européennes⁽¹⁾ où le Sinn Fein escompte de très bons résultats dans les deux moitiés de l'île, le timing de l'arrestation de Gerry Adams est certainement politique. Elle montre aussi que le passé de l'Irlande du Nord offre au "côté obscur" de la PSNI un pouvoir démesuré. Près de 90% des exactions des "Troubles" sont des cas non résolus, même si l'on sait quel camp en est responsable. La PSNI peut donc faire dérailler le processus de paix à sa convenance en exhumant quand bon lui semble l'une d'entre elles. Si l'Irlande du Nord entend aspirer à la sérénité avant la disparition physique des acteurs des années noires, "il est clair qu'il faut quelque chose qui permette un semblant de justice, sans paralyser le processus de paix ni ignorer simplement le problème", pour reprendre la formule de Shaun Woodward qui vient de proposer un referendum sur l'héritage des "Troubles". Une des conséquences de l'affaire McConville/Adams est la multiplication d'initiatives similaires visant à neutraliser le potentiel destructeur du passé et sur lesquelles je reviendrai dans ma prochaine chronique.

⁽¹⁾ Dans la République d'Irlande (Dublin) le Sinn Fein obtient 17% et 3 eurodéputés.



Estatua, nazioa, Europa

● Jean-Louis Davant

Nazionalismoa Europaren etsaia dela : egia handia diote hor espainiar eta frantziar politikariek. Haatik ez ote dira nazionalismoz tronpatzen ? Segurki baietz : Europa kaltetzen duena, Estatu nazionalismoa da, Estatu absolutismo berekoia, duela ehun urte munduko lehen gerla piztu zuelarik bezala.

Alderantziz Estatu gabeko nazio txikien nazionalismoa Europaren alde doa, Estatu absolutismo egoista hori ahultzen baitu. Horretaz hona zer zioen René Cassin handiak : *"Il n'y a pas de contradiction (...) entre l'affirmation de l'identité basque ou bretonne, et l'unification de l'Europe. Il y a même concordance ; (...). Pour que l'Europe puisse se former vraiment (...), il faut briser la trop grande puissance des Etats, et renforcer la puissance des provinces (...)." (René Cassin, par Marc Agi, librairie académique Perrin, 1998, P. 303).*

"Euskaldun edo bretoi nortasunaren adierazpenak Europaren bateratzea ez du oztopatzen. Alderantziz biak bat datoz (...). Europa egiazki egin ahal izan dadin (...), Estatu indar soberakina hautsi behar da eta probintzien indarra gotortu (...)."

René Cassin sozialista zen. Horrengatik zer ikasia badu adibidez Patxi Lopez Lehendakari ohiak, eta segur ez da bakarra ! Hori bezala mintzo da "euskal" PPko buruzagi anderea, eta biek bezala pentsu dute frantziar nazionalista izkutuek, eskuin ala ezkerrekoek. Horientzat besteak dira beti

nazionalistak : beren begiko gapiru edo pitraila ez dute ikusten.

Europar Estatu gabeko nazioak, Cassinek "probintzia" deituko zituenak, abarkatzen eta edeiten dituen Estatuaren boteretik ahal den guziaz hartu nahiz ari dira : Eskozia eta Katalunia zuzenean, independentzia bilatuz... Euskal Herria eta Flandria zeharka, autonomia gehiago eskatuz... Ikusirik lbarretxe planak nola huts egin zuen, alta independentzia osorik ez zuelarik bilatzen, Urkullu lehendakariaren zuhurtzia ulertzen dut. Bi bide horietarik eraginkorra zein

zehazten. Beraz normal da Europari bizkarrez itzul daitezen, gero eta gehiago urrunduz. Ordea liberalismoaren alde doana bistan dago : eskubide sozialen murrizketa, "erreforma" izen ederrez apaindua. Ai gezurtiak, hipokritak, faltsu tzarrak ! Alderantziz, politika sozialak Estatu eskutik Europako Bataunera igaran behar luke, jendeak aterpe zerbait ukan dezan multinazionalen aurrean. Amets bat gehiago ?

Zer egin beraz ? Borrokan eta lanean iraun Euskal Herriaren alde, Iparralde honetan zehazki lurralde kolektibitate baten alde. Ber

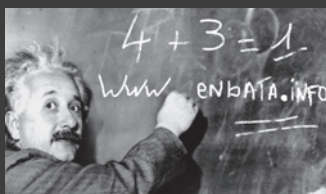
Europa egiazki egin ahal dadin, Estatu indar soberakina hautsi behar da eta probintzien indarra gotortu... (René Cassin).

ote den geroak erranen du, agian laster. Bitartean Estatuaren joera Cassinek nahi zukeenaren alderantzizkoa da ; barneko zentralizazioa sekula baino gehiago indartu nahiz dabilta : bereziki Espainiako kasuan argi dago.

Ber denboran Estatuak botere galtzen ari dira goitik, dela Europaren onetan, dela liberalismoaren fagoretan. Europaren alde doana ez da hainbat ikusten, prozedura ilun eta korapilatsu batzuen arartez egiten baita, demokraziatik urrun. Horren berririk ez zaie hainbat ematen populuei, are gutiago argibiderik

denboran eskua luza Estatu gabeko beste nazioei, bereziki Hexagonoan Britainia, Katalunia, Korsikari. Eta maiatzaren 25ean bozkatzan izan gara, boza emanez gure xedeetarik hurbilenik dauden hautagai zerrendei. Horien itzulia laster egina baitzen, gutarik bakoitzak bere hautua egin duke nekezia handirik gabe. Europako legebiltzarraren ahalmen urriak, oraikoa pixka bat emendatuko dira. Emendio meheenak ere gustagarri bilakatzen zaizkigu garizuma hits honetan. Hobe segur. Baina jo aitzina borrokan eta lanean.

Notre couverture : Bizi! a déversé 1,8 tonnes de charbon devant le siège régional de la Société Générale à Bayonne. Photo R.R.



A nos abonnés

Vous êtes nombreux à apprécier la nouvelle formule d'*Enbata*, une édition électronique hebdomadaire et un mensuel papier. Pour financer ces deux publications *Enbata* n'a d'autre ressource que les abonnements. Pour que la parole abertzale continue, réabonnez-vous et abonnez vos amis. Milesker.

Elle était des nôtres... (notre édito)



Marie-Andrée Arbelbide.



■ **Enbata**, mensuel politique basque, 3, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél. 05 59 46 11 16 Mail: enbata@wanadoo.fr **Abonnement d'un an : 40€** **Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne Bayonne. Commission paritaire n°0317 C 87190

www.Enbata.info